



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

43^e LÉGISLATURE, 2^e SESSION

Comité permanent des pêches et des océans

TÉMOIGNAGES

NUMÉRO 030

Le lundi 10 mai 2021

Président : M. Ken McDonald



Comité permanent des pêches et des océans

Le lundi 10 mai 2021

• (1535)

[Traduction]

Le président (M. Ken McDonald (Avalon, Lib.)): La séance est ouverte.

Bienvenue à la 30^e séance du Comité permanent des pêches et des océans de la Chambre des communes. Conformément au paragraphe 108(2) du Règlement et aux motions adoptées le 19 octobre 2020 et le 21 avril 2021, le Comité se réunit pour étudier l'état du saumon du Pacifique.

La réunion d'aujourd'hui se déroule de façon hybride, conformément à l'ordre de la Chambre du 25 janvier 2021, et les députés peuvent donc y assister en personne dans la salle et à distance au moyen de l'application Zoom. Je crois que les seuls présents dans la salle aujourd'hui sont les greffiers.

Les délibérations seront disponibles sur le site Web de la Chambre des communes. Je vous informe que la webémission montre toujours la personne qui parle, plutôt que l'ensemble du Comité.

Pour ceux qui participent virtuellement, j'aimerais énoncer quelques règles à suivre. Les députés et les témoins peuvent s'exprimer dans la langue officielle de leur choix. Des services d'interprétation sont disponibles pour cette réunion. Au bas de l'écran, vous avez le choix entre « Parquet », « Anglais » ou « Français ». Avec la dernière version de Zoom, vous pouvez maintenant parler dans la langue de votre choix sans avoir à sélectionner le canal de langue correspondant.

Vous remarquerez également que la fonction « Lever la main » de la plateforme se trouve maintenant à un endroit plus facile d'accès, dans la barre d'outils principale, si vous souhaitez parler ou alerter le président. Je vous rappelle que tous les commentaires des députés et des témoins doivent être adressés à la présidence. Lorsque vous ne parlez pas, il est très important que votre micro soit en sourdine.

J'aimerais maintenant souhaiter la bienvenue à nos témoins.

Nous accueillons aujourd'hui, à titre personnel, Richard Beamish, chercheur scientifique à la retraite; du Nuu-chah-nulth Seafood Limited Partnership, Larry Johnson, président; du Conseil tribal des Nuu-chah-nulth, Eric Angel, gestionnaire du programme des pêches; d'Omega Pacific Hatchery Inc., Carol Schmitt, présidente; et de la Thornton Creek Enhancement Society, Dave Hurwitz, gestionnaire d'écloserie.

Nous allons maintenant passer aux déclarations préliminaires. Nous allons commencer par M. Beamish, pour cinq minutes au maximum. Lorsque nos témoins auront terminé de parler et que nous passerons aux questions, je demanderais aux membres du Comité de bien vouloir indiquer à qui s'adresse leur question.

Monsieur Beamish, lorsque vous serez prêt allez-y. Vous avez cinq minutes au maximum, s'il vous plaît.

M. Richard Beamish (chercheur scientifique (à la retraite), à titre personnel): M'entendez-vous?

Le président: Oui.

M. Richard Beamish: Puis-je faire ma déclaration?

Le président: Oui. Vos cinq minutes ont commencé.

M. Richard Beamish: Merci.

Le message que j'ai à vous transmettre est qu'il y a une urgence internationale pour le saumon du Pacifique et qu'il faut avoir une vue d'ensemble. Il y a eu une diminution sans précédent du nombre de saumons du Pacifique dans l'ensemble du Pacifique Nord en 2020. Le total des prises commerciales de tous les pays a atteint son plus bas niveau en 30 ans. Le total des prises de toutes les espèces était de 605 000 tonnes, ce qui représente une diminution de 38 % par rapport à la moyenne de la dernière décennie.

En Colombie-Britannique, le total des prises commerciales en 2019 et 2020 a été le plus bas jamais connu. La moyenne des prises sur les deux années était de 5 200 tonnes, ce qui représente seulement 7,5 % des prises annuelles moyennes des années 1970. La faiblesse inattendue des prises en 2019 et 2020 a aussi concerné tout le Sud-Est de l'Alaska. La quantité totale de saumon rouge produit dans le fleuve Fraser était la plus faible jamais enregistrée en 2019 et en 2020.

De l'autre côté du Pacifique, au Japon, pratiquement toutes les prises de saumon sont du saumon keta issu des écloséries. À partir de 2010, les prises ont commencé à diminuer, passant d'une moyenne sur 10 ans d'environ 221 000 tonnes à seulement 59 000 tonnes en 2019, ce qui représente une baisse alarmante de 73 %. Les libérations d'alevins de saumon keta issus des écloséries japonaises n'ont pas beaucoup évolué au cours de cette période, ce qui montre que l'effondrement des prises a résulté d'un déclin de la survie en mer et non d'une pénurie de juvéniles.

En Russie, en 2020, les prises commerciales ont diminué de 33 % toutes espèces confondues par rapport à la moyenne décennale récente. La réduction inattendue des prises en 2020 a été suffisamment alarmante pour que le gouvernement russe organise une conférence internationale virtuelle il y a environ un mois, en anglais, pour examiner les explications du déclin et les attentes pour l'avenir. J'ai été invité à prononcer l'allocation d'ouverture, qui sera publiée dans une revue russe.

Il y a un principe en écologie selon lequel l'abondance des espèces de plantes et d'animaux qui produisent un grand nombre de graines ou de bébés est déterminée par l'habitat disponible, et non par le nombre de graines ou de bébés. Comme vous le savez, le saumon produit un grand nombre de bébés, et l'habitat disponible est principalement l'océan. Il y a maintenant de solides études publiées selon lesquelles une fois que le saumon est dans l'océan, son abondance est surtout déterminée au cours des premiers mois de sa vie.

Les déclin à grande échelle en Colombie-Britannique en 2019 et en 2020, ainsi que dans tout le Pacifique Nord en 2020 doivent résulter d'un mécanisme commun. Il est possible qu'un mécanisme fasse en sorte que moins de saumons grandissent assez rapidement pour pouvoir stocker l'énergie nécessaire pour survivre à leur premier hiver océanique. Une explication possible de l'effondrement serait que le changement climatique a entraîné une réduction de la capacité de l'océan côtier à soutenir le saumon.

L'urgence est aujourd'hui de comprendre les mécanismes qui régissent l'abondance du saumon dans l'océan si nous voulons comprendre l'avenir du saumon du Pacifique. Je crois que nous avons les chercheurs et les technologies dont nous avons besoin dans le Pacifique Nord pour faire les découvertes nécessaires, si nous pouvons trouver une façon de travailler ensemble en formant une équipe internationale.

Le président: Je vous en remercie. Il reste un peu de temps.

Nous allons maintenant passer à M. Johnson pour cinq minutes au maximum, s'il vous plaît.

M. Larry Johnson (président, Nuu-chah-nulth Seafood Limited Partnership): Merci.

Je m'appelle Larry Johnson et je suis président de Nuu-chah-nulth Seafood Limited Partnership. Nos actionnaires sont la Première Nation Ditidaht, les Premières Nations Huu-ay-aht, les Premières Nations Kyuquot et Checlesht, le gouvernement de la Tribu Uchucklesaht et la Première Nation Ucluelet.

Nuu-chah-nulth Seafood Limited Partnership est une entreprise de pêche commerciale qui offre un soutien à la gestion des pêches aux nations actionnaires, à leurs pêcheurs et à leurs entrepreneurs dans divers aspects du développement des pêches. Aujourd'hui, je veux insister sur le fait qu'il y a des nations qui appuient l'élevage durable du saumon. Elles croient que la salmoniculture marine et le saumon sauvage peuvent coexister et être mutuellement bénéfiques.

En fait, le saumon du Pacifique est en grande difficulté pour de nombreuses raisons.

L'histoire que je vais vous raconter aujourd'hui au sujet des piscicultures remonte à 1995 lorsque j'ai débuté comme conseiller de ma nation. À l'époque où j'ai commencé à m'intéresser aux piscicultures, au milieu des années 1990, le mot pisciculture était un gros mot. En fait, j'ai mené nos chefs héréditaires à une déclaration visant à chasser les piscicultures de notre territoire traditionnel.

Nous avons des doutes comme tout le monde. Je n'avais pas encore d'avis tranché. J'ai un peu suivi le mouvement, comme beaucoup de gens dans cette province. Nous avons pris l'initiative de poser des questions sur nos sujets de préoccupation. Nos chefs ont parlé de beaucoup de choses dont il était question ailleurs, comme ce qu'il advient sur le fond marin de ces fermes après leur départ. Que se passe-t-il si les poissons s'échappent? Qu'en est-il du pou du

poisson? Qu'en est-il des produits chimiques utilisés? Existe-t-il des plans de sécurité? Il y avait toutes sortes de questions.

En qualité de conseiller, je me suis lancé dans les communications. Nous avons obtenu des réponses et je les ai transmises à nos chefs. Notre nation compte huit chefs. Je me souviens encore que même si nous répondions aux questions, ils demeuraient sceptiques. L'un des chefs a pris la parole et a demandé ce qui se passerait dans 50 ans. Et si nous découvriions que nous avions tort et que nous avions manqué le coche? Qu'advierait-il?

Je pense qu'il est vraiment difficile pour les piscicultures de travailler en Colombie-Britannique parce qu'il y a des craintes dans cette province. Il n'y a pas suffisamment de traités et il n'y a pas assez de certitudes pour l'industrie et les Premières Nations en Colombie-Britannique.

J'ai fait partie de l'organisme consultatif et des groupes de travail techniques autochtones et multipartites par l'entremise du comité de coordination autochtone qui est organisé par la First Nations Fisheries Council, afin de pouvoir participer et m'assurer que les voix des nations signataires de traités étaient entendues. Nous avons fait notre travail. Nous avons séparé les affaires de la politique dans nos nations signataires de traités en créant des branches commerciales axées uniquement sur les affaires. Elles doivent suivre le plan stratégique de la nation, bien sûr, pour la construction d'une entreprise durable et pour l'accès aux ressources océaniques. Nous voulions que l'aquaculture soit diversifiée.

Je pense que l'aquaculture est une excellente occasion pour nos nations sur le plan économique. Elle fournit à la nation des emplois, des revenus et des profits, afin que celle-ci puisse faire ce qu'elle souhaite et créer des services pour sa population. Elle aide la région et stimule l'économie locale tout en contribuant à l'économie dans son ensemble. Le développement de l'aquaculture soutient également l'économie bleue.

Comment faisons-nous? Nous le faisons grâce à des partenariats. Mon entreprise a fait beaucoup de bon travail en partenariat. En fait, nous avons été lauréats du Business Partnership of the Year grâce à des réalisations autochtones.

J'aimerais parler un peu des partenariats du point de vue de ma nation, parce que la foresterie est un bon exemple d'établissement de relations. Il faut beaucoup de temps pour établir des relations. Il faut beaucoup de temps pour établir la confiance, mais une fois que ces éléments fondamentaux sont en place, la réconciliation économique est réalisable. Je pense que ce n'est pas quelque chose que vous faites et que vous laissez tomber. Une relation s'entretient. C'est une voie à suivre. Cela montre l'exemple pour les autres.

C'est l'objectif de notre entreprise. Nous avons deux nations qui pratiquent la conchyliculture, l'aquaculture du varech et l'aquaculture des poissons. Quatre de nos cinq nations actionnaires sont des nations signataires de traités modernes qui ont des droits d'autonomie gouvernementale et des pouvoirs législatifs. Elles décideront des possibilités économiques qui s'offrent à elles sur leurs territoires traditionnels.

• (1540)

Elles sont déterminées à bâtir leur nation et à construire une économie qui leur permettra de ramener leur peuple sur sa terre d'origine. Elles veulent améliorer le saumon. Je pense que nous pouvons faire un meilleur travail sur le plan de la production et des taux de survie afin de pouvoir continuer avec le saumon amélioré. Nous pratiquons la pêche commerciale et l'aquaculture, avec en particulier les mollusques et crustacés, le varech et l'élevage du saumon.

Je pense que ce qui manque le plus dans les plans des différents intervenants, c'est la gestion des prédateurs, et je crois que nous devons vraiment nous en occuper.

Encore une fois, je tiens à répéter qu'il y a des nations qui appuient l'élevage durable du saumon parce qu'elles croient que la salmoniculture en mer et le saumon sauvage peuvent coexister et s'apporter des bénéfices mutuels. Je suis à peu près certain que c'est le cas déjà depuis plusieurs décennies.

J'ai une demande à formuler...

• (1545)

Le président: Merci, monsieur Johnson. Vous avez dépassé votre temps de parole. J'espère que tout ce que vous n'avez pas eu l'occasion de dire ressortira des questions qui suivront les exposés des témoins.

Nous allons maintenant passer à M. Angel, pour cinq minutes au maximum.

Allez-y, s'il vous plaît.

M. Eric Angel (gestionnaire du programme des pêches, Conseil tribal des Nuu-Chah-Nulth): Merci, monsieur le président.

Je remercie le Comité de me donner l'occasion de m'exprimer aujourd'hui.

Je m'appelle Eric Angel. Je suis gestionnaire du programme des pêches pour le Conseil tribal des Nuu-chah-nulth sur la côte Ouest de l'île de Vancouver.

Notre programme des pêches est connu sous le nom de « Uu-athluk », ce qui signifie « prendre soin de » en langue nuu-chah-nulth.

Le saumon fait partie intégrante de la culture et de l'économie des nations nuu-chah-nulth, et ce depuis des milliers d'années. Les tribunaux ont reconnu l'importance du saumon pour les Nuu-chah-nulth, comme cela a été le cas tout récemment avec la décision de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique dans l'affaire des droits de pêche Ahousaht.

La Cour d'appel a également reconnu l'importance pour le gouvernement de travailler avec les nations nuu-chah-nulth à la mise en œuvre de leurs droits de pêche. C'est ce dont je veux vous parler aujourd'hui — l'intérêt qu'il y a pour le gouvernement et pour la société en général à partager la responsabilité des décisions qui auront une incidence sur notre bien-être à long terme.

La crise à laquelle le saumon du Pacifique est confronté aujourd'hui dure depuis des décennies. C'est un problème complexe dont les causes sont multiples.

M. Beamish vous a parlé des problèmes de survie en mer. Il y a la dégradation de l'habitat du saumon dans les terres, la surpêche, potentiellement l'aquaculture océanique, la prédation par les mam-

mifères marins et la surcapacité causée par un trop grand nombre de poissons dans l'océan.

Les témoins précédents ont aussi évoqué des façons de régler les problèmes, notamment par la restauration de l'habitat du saumon, le renforcement de la résilience aux effets des changements climatiques, la réduction des pressions exercées par la pêche, l'amélioration de la surveillance et de l'application de la loi, le déplacement des exploitations salmonicoles vers les terres et l'augmentation de la production et de la mise en valeur des écloséries. Ce sont toutes des mesures importantes et elles peuvent certainement aider, mais nous en mettons déjà en œuvre une grande partie depuis longtemps, et aucune approche ne sera suffisante à elle seule.

De notre point de vue, la chose la plus importante que le gouvernement et le MPO peuvent faire pour contrer le déclin du saumon du Pacifique serait de reconnaître la passion, les connaissances et la capacité qui existent dans les collectivités côtières de la Colombie-Britannique. Le gouvernement et le MPO doivent travailler en étroite collaboration et directement avec les Premières Nations des collectivités côtières sur une base régionale pour décider de la meilleure façon d'utiliser les ressources financières et humaines qui existent et qui sont mises à leur disposition.

Sur la côte Ouest de l'île de Vancouver, une organisation est en mesure de répondre à cet objectif. Le West Coast Aquatic Governance Board a été mis sur pied il y a plus de 20 ans par les nations nuu-chah-nulth qui travaillent avec les gouvernements régionaux et provinciaux, le gouvernement fédéral et les intervenants de la région. Tous les secteurs qui ont un rôle à jouer et un intérêt à promouvoir la santé du saumon et des écosystèmes du saumon y sont représentés. Il s'agit des Premières Nations, des gouvernements régionaux et provinciaux, du gouvernement fédéral, des pêcheurs commerciaux et sportifs, des entreprises d'aquaculture du saumon, des entreprises forestières, des entreprises touristiques, des écloséries et des ONG environnementales.

Aujourd'hui, le West Coast Aquatic Governance Board poursuit ses activités, organisant des tables rondes sur la pêche au saumon et l'intendance dans chacune des principales zones de pêche de la côte Ouest de l'île. Ces tables rondes réduisent les conflits entre tous les intervenants. Elles mettent en avant des solutions gagnant-gagnant pour les participants et sont très rentables.

Depuis de nombreuses années, le West Coast Aquatic Governance Board et les tables rondes fonctionnent avec un budget très restreint de quelques dizaines de milliers de dollars par an. Récemment, les nations Nuu-chah-nulth, par l'entremise de West Coast Aquatic, ont présenté au MPO une proposition visant à utiliser une petite partie de ce qui reste du Fonds d'atténuation du Traité sur le saumon du Pacifique pour appuyer les activités du West Coast Aquatic Governance Board. Nous demandons à pouvoir le faire ou bien qu'un montant très modeste de la nouvelle Stratégie sur le saumon du Pacifique soit alloué au soutien à long terme de West Coast Aquatic.

Il est important de comprendre que des possibilités s'offrent à nous et qu'il ne s'agit pas uniquement d'une crise. Depuis des décennies, nous avons une économie fondée sur la maximisation de l'extraction des ressources, y compris le saumon, dans les régions rurales de la Colombie-Britannique. Ce n'est pas durable et cela doit désormais être clair pour tout le monde, mais cela ne veut pas dire que nos économies fondées sur le saumon sont condamnées à s'effondrer et que les collectivités côtières et les Premières Nations en particulier doivent en subir les conséquences. Nous pouvons réorienter nos efforts vers le rétablissement des écosystèmes du saumon. Nous pouvons bâtir une économie du rétablissement qui crée des emplois durables et qui rétablit la santé du saumon. Cela prendra des générations, mais nous pouvons commencer à en voir les avantages immédiatement, et les nations nuu-chah-nulth sont prêtes à montrer la voie.

Les Nuu-chah-nulth ont cofondé West Coast Aquatic parce que nous savons que la seule façon d'aller de l'avant est de travailler avec nos voisins, les nouveaux arrivants. Vous pouvez le voir dans l'engagement nuu-chah-nulth envers *iisaak*, le respect de toutes les choses vivantes, et envers *hishuk'ish tsawalk*, l'interconnexion de tout. Il suffit que le gouvernement et le MPO reconnaissent ce qui existe déjà. Si nous faisons cela, si nous misons sur nos forces et si nous travaillons ensemble plutôt que les uns contre les autres, nous pourrions dire à nos enfants et aux enfants de nos enfants que nous avons fait ce qu'il fallait.

Merci.

• (1550)

Le président: Merci, monsieur.

Nous allons maintenant passer à M. Hurwitz, gestionnaire d'écloserie, pour cinq minutes au maximum, s'il vous plaît.

M. Dave Hurwitz (gestionnaire d'écloserie, Thornton Creek Enhancement Society): Merci.

Je m'appelle Dave Hurwitz. Après avoir quitté l'université, j'ai pratiqué la pêche commerciale sur la côte Ouest de l'île de Vancouver pendant 17 ans. Ces six dernières années, j'ai été gestionnaire de l'écloserie de Thornton Creek, située à Ucluelet, sur la côte Ouest de l'île de Vancouver, et exploitée par la Thornton Creek Enhancement Society.

Que fait une écloserie comme la nôtre?

Chaque année, nous gérons le frai, l'alevinage et le lâcher de 350 000 à plus de 1 000 000 de saumons quinnat, kéta et coho dans cinq cours d'eau. Nous effectuons de nombreuses campagnes de relevés, à pied le long de nombreux ruisseaux, et en plongée au tuba dans 10 réseaux hydrographiques, afin de dénombrer les remontes de saumon pour la Division de l'évaluation des stocks du MPO. Nous fournissons également au MPO l'ADN, les otolithes, les écailles et les données biologiques connexes pour chaque poisson que nous élevons.

Nous favorisons l'intendance en proposant le programme Salmon in the Classroom dans les écoles locales, mais aussi au moyen de visites éducatives d'écloseries qui concernent des milliers de visiteurs et d'étudiants chaque année. Nous organisons aussi des journées portes ouvertes. Nous travaillons en partenariat avec les Premières Nations, les organismes locaux et les bénévoles et nous leur offrons de la formation.

Nous participons aux tables rondes de Clayoquot et de Barkley et nous animons West Coast Aquatic, notre groupe régional de coexistence entre les humains et la faune, et je suis membre du conseil de mise en valeur du saumon et de l'habitat qui conseille le MPO.

Nous entreprenons actuellement un projet de maîtrise utilisant les transpondeurs intégrés passifs et les micromarques magnétisées codées pour étudier la survie du saumon quinnat de la côte Ouest de l'île de Vancouver, et nous avons recueilli 70 000 \$ pour entreprendre cette recherche.

Et puis, nous réparons et entretenons un bateau, des camions, des lignes électriques, une route d'accès, un barrage, un approvisionnement en eau, trois bâtiments, mais aussi de l'équipement d'incubation, d'élevage et de collecte des couvées. Nous achetons des combinaisons sèches, du matériel de pêche à gué, de l'équipement de sécurité, des aliments pour le poisson, nous payons une assurance, le téléphone, Internet et le carburant. En effet nous parcourons de longues distances sur des routes de gravier et par la mer pour faire notre travail. Nous avons une équipe dévouée de cinq travailleurs saisonniers sous-payés et plusieurs directeurs et bénévoles qui sont le cœur de notre organisation.

Dans les 30 dernières années, nous avons reçu chaque année 158 000 \$ du gouvernement du Canada pour le fonctionnement de notre écloserie. L'argent fourni par le Canada est tout à fait insuffisant pour permettre aux écloseries comme la nôtre de faire leur travail. Nous comptons tous sur les dons, les subventions, les partenariats et le bénévolat.

L'inflation et le vieillissement des infrastructures menacent la capacité de chaque écloserie de faire davantage de mise en valeur du saumon et d'accroître le marquage et la recherche. Notre écloserie n'est pas la seule à cet égard. L'écloserie de Tofino ne reçoit que 8 000 \$ par an du MPO pour reconstituer les stocks de saumon dans les cours d'eau éloignés de la baie Clayoquot. C'est à peine suffisant pour couvrir le coût de l'assurance du véhicule, du bateau, du bâtiment et l'assurance de responsabilité civile, et pour payer un peu de téléphone et d'électricité. L'argent est dépensé avant qu'ils n'aient commencé.

La science et la technologie, en particulier la science de l'ADN, nous en apprennent chaque année davantage sur la meilleure façon de gérer et d'améliorer les stocks de saumon pour en accroître la résilience. Le marquage de masse des poissons d'écloserie canadiens devrait être un impératif. Nous devons être en capacité de mesurer le succès de la mise en valeur et de la restauration de l'habitat. Le marquage de masse permet les pêches sélectives qui protègent les stocks sauvages tout en permettant la pêche du poisson d'écloserie. Elle permet également aux écloseries d'assurer l'intégrité génétique en pratiquant le frai de poissons issus de petites populations. Le marquage de masse autorise la détermination du caractère sauvage d'une montaison, ce qui permet une mise en valeur optimale de chaque bassin hydrographique.

Si nous avons le droit d'utiliser la méthode de marquage fondée sur la parenté par l'ADN mise au point par le MPO, le coût du marquage de masse diminuerait considérablement et fournirait plus d'information scientifique. La plupart des écloseries recueillent depuis plusieurs années les données nécessaires à l'utilisation de cette méthode révolutionnaire de mesure de l'âge et de détermination de l'origine des poissons d'écloserie.

Je suis perplexe à l'idée d'un secrétariat pour le saumon du Pacifique et d'un centre d'expertise en matière de rétablissement. Ce que je sais, c'est que grâce à la mise en valeur des écloséries, à la restauration de l'habitat, à la recherche et à la gestion scientifique des stocks, nous améliorerons l'état de notre saumon.

Je sais aussi que le MPO a été profondément amputé au cours des 15 dernières années. Des postes importants sont restés vacants en raison des compressions budgétaires et une expertise précieuse est perdue par attrition. Notre incroyable conseiller communautaire occupe deux postes. L'application de la loi nécessite plus de ressources. Il est nécessaire d'effectuer des relevés et d'obtenir des données biologiques pour l'évaluation des stocks dans d'autres bassins hydrographiques. Les employés régionaux du MPO sont nos partenaires et, tout comme nous, ils ont besoin de plus de financement pour se rendre sur le terrain.

Si nous pouvons nous assurer que les programmes de couvoirs existants sont financés dans un objectif de réussite, le financement de nouvelles écloséries communautaires dans des secteurs critiques sera un investissement valable pour le saumon. Le moment est venu d'agir pour respecter l'obligation du Canada de conserver nos montagnes de saumon. La mise en valeur des écloséries est un outil efficace dans la trousse d'outils nécessaire à la reconstitution des stocks de saumon.

• (1555)

Le Canada doit absolument appuyer la mise en valeur des écloséries en compensant au minimum le coût de l'inflation et en finançant le marquage de masse du saumon d'écloserie.

Le président: Merci, monsieur. Vous avez terminé juste à temps.

Nous allons maintenant entendre Mme Schmitt. Vous avez cinq minutes au maximum, s'il vous plaît.

Mme Carol Schmitt (présidente, Omega Pacific Hatchery Inc.): Merci, monsieur le président, et merci aux membres du Comité, de me donner l'occasion de vous fournir des renseignements sur l'état du saumon.

Je m'appelle Carol Schmitt, et l'automne dernier j'ai fêté 40 années consécutives durant lesquelles j'ai élevé le saumon quinnat. Je suis diplômée du programme de gestion de la pêche et de la faune du British Columbia Institute of Technology. J'ai travaillé dans les pêches provinciales, les pêches fédérales, dans les piscicultures d'Union Carbide, comme gestionnaire d'une écloserie Sea-1 et dans le cadre d'un contrat d'incubation de saumon quinnat à la Station biologique du Pacifique. En 1987, nous avons construit notre écloserie privée Omega Pacific, et j'ai élevé des milliers de saumons quinnat adultes et des millions de saumoneaux de classe S1 pour l'aquaculture. J'ai aussi élevé durant 25 ans de gros saumons quinnat dans l'océan.

En 2009, nous avons élevé 600 000 saumoneaux quinnat de classe S1 pour 13 lâchers dans le cadre de projets de mise en valeur. Les données montrent que tous les lâchers de poissons de classe S1 continuent d'avoir des taux de survie en mer et des remontes d'adultes supérieurs à ceux des saumoneaux de classe S0. J'ai rédigé un document sur les pratiques de gestion des écloséries en eau douce qui pourrait être utilisé pour reconstituer les stocks sauvages de saumon quinnat. Il a été présenté à la conférence d'Aquaculture Canada ainsi qu'à la Northwest Fish Culture Conference en 2019, parmi d'autres programmes naturels d'élevage en eau douce visant à accroître la survie du saumon quinnat.

Je veux parler au Comité du déclin du saumon quinnat. Les stocks de saumon quinnat continuent de diminuer, bon nombre d'entre eux étant réduits à moins de 100 poissons. Les efforts de rétablissement n'ont pas permis d'augmenter les stocks parce que les saumoneaux de classe S0 relâchés par le MPO ont de faibles taux de survie en mer et aboutissent à trop peu de montaisons d'adultes. Nous avons démontré la viabilité d'une solution pour reconstituer les stocks de saumon quinnat. Les saumoneaux quinnat de classe S1 de l'écloserie Omega Pacific ont de meilleurs taux de survie en mer et un plus grand nombre d'adultes reviennent frayer, et il a été démontré qu'ils reconstituent efficacement le stock.

Dans notre exemple, celui de la rivière Phillips, l'automne dernier, 3 500 adultes sont revenus et la rivière est maintenant inscrite dans les plans de production des couvoirs pour 2021 avec la mention « objectif de mise en valeur atteint au cours de la phase de surveillance ». Cela s'explique en grande partie par les quatre lâchers effectués par Omega de 45 000 classe S1, alors qu'au cours des 25 années précédentes où de nombreux lâchers de 100 000 classe S0 ont été effectués, les remontes adultes dans la rivière étaient restées entre 200 et 500 poissons. Ce chiffre est semblable aux résultats obtenus dans la plupart des cours d'eau du programme de mise en valeur du MPO, malgré 40 ans de lâchers totalisant des millions de saumoneaux de classe S0.

Un lâcher de 50 000 saumoneaux de classe S1 par Omega Pacific a donné de 500 à 1 350 retours d'adultes, comparativement aux lâchers de classe S0 pour la côte Ouest, où l'on comptait entre 65 et 100 retours d'adultes, et à ceux de la mer des Salish, où entre 200 et 600 adultes sont revenus.

Mon exposé résume les résultats pour nos saumoneaux par rapport à ceux de classe S0. Cependant, en raison du peu de temps dont je dispose, je vais d'abord vous présenter mes recommandations finales.

Je recommande que nous mettions sur pied un comité de projet spécial sur le saumon quinnat, composé de cinq à sept membres, dont moi-même, qui serait chargé de l'organisation, et qui aurait le pouvoir de mettre en œuvre un plan donnant la priorité aux stocks de saumon quinnat qui seront élevés jusqu'à la classe S1 cet automne.

Utilisez l'espace disponible de notre couvoir et évaluez les capacités d'autres couvoirs à élever des classes S1 en utilisant les procédures d'Omega. Il faut aussi établir un budget et des réalisations attendues pour des périodes de 5 ans et de 10 ans afin de reconstituer les stocks de saumon quinnat, notamment pour le fleuve Fraser, la baie Clayoquot, la rivière Nahmint, le lac Henderson, la rivière Chemainus et d'autres.

Cette mesure est justifiée par le fait que le programme de mise en valeur du MPO en est à sa 44^e année et qu'il continue de libérer surtout des alevins ou des poissons de classe S0. Cela fait sept ans que le ministère des Pêches et des Océans reçoit nos résultats pour la classe S1, et plus de 40 lettres de Premières Nations et d'organisations comme la B.C. Wildlife Federation ont été envoyées au MPO. La motion M-154 et la recommandation numéro 16 du comité permanent de la Chambre des communes d'octobre 2018 demandent que le MPO incorpore l'utilisation de poissons de classe S1 et fasse appel à l'écloserie Omega pour accroître les populations de saumon quinnat. Malgré cela, le MPO poursuit son programme S0, et les projets proposés par Omega ont été transférés aux installations du MPO pour élever des alevins ou des classe S0, cela fait donc trois ans qu'Omega n'a plus de projet de mise en valeur. Il faut une équipe d'experts pour s'assurer que les meilleures mesures sont prises pour reconstituer les stocks de saumon quinnat.

En résumé, l'avenir du saumon quinnat est un grave problème. La majorité des montaisons de saumon quinnat dans les rivières sont trop peu nombreuses pour pouvoir se reconstituer naturellement. Ce problème ne sera pas résolu par le marquage de masse, ni par les fermetures de pêches, ni par le marquage fondé sur la parenté, ni par d'autres études, ni en continuant de lâcher des poissons de classe S0.

● (1600)

L'intervention des couvoirs et la remise à l'eau de saumoneaux de classe S1 constituent l'outil le plus efficace pour augmenter le nombre de saumons. Je recommande donc qu'un comité de projet spécial sur le saumon quinnat, et qui soit indépendant du Programme de mise en valeur des salmonidés, mette immédiatement en place un plan établissant l'ordre de priorité des stocks pour augmenter efficacement le nombre de saumons, et cela dès cet automne. J'avais un certain nombre de diapositives pour vous montrer quelques-uns de nos résultats, alors je vais continuer à parler jusqu'à ce que je n'aie plus de temps.

Mon temps est-il écoulé?

Le président: Oui, vous avez un peu dépassé votre temps. Je pensais que vous aviez presque terminé.

Nous allons maintenant passer aux questions des membres du Comité. Nous avons cinq témoins ici aujourd'hui, et vous ferez meilleur usage de votre temps si vous indiquez à qui s'adresse la question plutôt que d'attendre que quelqu'un commence à y répondre.

Nous allons commencer par M. Bragdon, pour six minutes au maximum, s'il vous plaît.

M. Richard Bragdon (Tobique—Mactaquac, PCC): Merci, monsieur le président.

Madame Schmitt, le transfert de saumoneaux du MPO à votre exploitation a été annulé. Quelqu'un au MPO a-t-il expliqué pourquoi?

Mme Carol Schmitt: Parlez-vous du projet de Henderson Lake qui devait commencer l'automne dernier?

M. Richard Bragdon: Oui.

Mme Carol Schmitt: Lorsque nous avons commencé à parler de Henderson Lake, nous avons approché le MPO avec la tribu Uchucklesah et lui avons demandé ce dont il avait besoin. Deux ans et demi plus tard, nous avions tout mis en place et nous avions obtenu un permis standard d'introduction et de transfert. Les œufs avaient

été pris à l'écloserie, en l'occurrence celle de Nitinat, parce qu'il n'y a plus que 25 poissons qui reviennent à Henderson, alors nous avons besoin d'œufs de poisson pour relancer la montaison.

Autrefois, des œufs avaient été introduits dans le système fluvial, mais cela n'avait pas été fait depuis 16 ans. Cependant, lorsque nous avons présenté une demande, le ministère a d'abord dit qu'il n'appuyait pas une stratégie d'introduction de poissons de classe S1. Ensuite, il a évoqué une série de raisons qui avaient déjà été discutées et résolues, et à la dernière minute, le ministère a dit qu'il allait garder les œufs et faire un lâcher d'alevins parce que cela faisait un déménagement de moins dans une écloserie. Le comité d'introduction et de transfert attendait que le PMVS dise qu'il avait approuvé le lieu de lâcher, mais il n'a pas voulu fournir cette information au comité.

M. Richard Bragdon: Il semble que vous ayez mis sur pied un programme très réussi qui semble donner de bons résultats, alors j'espère que cela va continuer à se développer et que nous pourrions aider à reconstituer les stocks de saumon menacés sur la côte Ouest.

Je sais qu'il y a plusieurs témoins, mais j'aimerais m'adresser à M. Beamish.

Il y a près de 10 ans, je crois, en 2011, vous avez comparu devant la Commission Cohen et présenté une théorie selon laquelle les saumons sauvages du Pacifique adultes pouvaient effectivement causer l'infection des saumoneaux sauvages par le pou du poisson, indépendamment de tout dommage causé par le saumon d'élevage.

Croyez-vous que le saumon sauvage adulte est responsable de l'infection du saumon sauvage juvénile par le pou du poisson? Êtes-vous toujours de cet avis, monsieur Beamish?

M. Richard Beamish: Je ne me souviens pas d'avoir dit cela.

Ce que je vous dis aujourd'hui — j'espère que tout le monde a compris le message —, c'est qu'il faut vraiment avoir une vue d'ensemble et comprendre ce qui régit la production de saumon dans l'océan.

Après que la Russie ait eu des prises anormalement faibles l'an dernier, elle prend maintenant la question au sérieux. Il a été décidé que 2021 serait l'année du saumon en Russie, et un programme de cinq ans a été mis sur pied non seulement pour expliquer le déclin, mais aussi pour envisager l'avenir.

Je suis désolé. Honnêtement, je ne me souviens de rien, mais je suis vieux, j'ai pris ma retraite il y a 10 ans.

● (1605)

M. Richard Bragdon: Pas de problème. Merci, monsieur Beamish.

J'aimerais revenir sur vos années de service et vos connaissances dans ce domaine.

Quelles mesures peuvent et devraient être prises dès maintenant en 2021 pour rétablir les stocks de saumon du Pacifique? Nous entendons tellement de témoignages de la part de témoins fort divers et très qualifiés, mais en réalité, pour que des mesures concrètes soient prises de façon réalisable sans dévaster l'emploi d'une collectivité, quelles sont les premières étapes pratiques qui, selon vous, donneraient le plus de résultats?

M. Richard Beamish: C'est une question parfaite; c'est une question fréquemment posée par l'auditoire. Évidemment, il est difficile d'y répondre.

Nous devons vraiment travailler en équipe, tant en Colombie-Britannique qu'à l'échelle internationale.

Des choses peuvent être faites. Très rapidement, je vais vous dire, par exemple, qu'en ce qui concerne le saumon quinnat de la rivière Thompson-Sud, il y a environ 12 populations, et elles représentent environ 30 % du saumon quinnat adulte qui revient dans le détroit de Georgia et le fleuve Fraser. Ces saumons quinnat entrent dans le détroit de Georgia six à huit semaines après tous les autres saumons quinnat, de sorte qu'ils pénètrent dans un écosystème océanique qui a une capacité de charge différente, et ils en bénéficient.

Si nous comprenions vraiment les mécanismes responsables, nous pourrions, collectivement, commencer à nous concentrer sur ce que nous pouvons faire lorsque des changements surviennent dans les écosystèmes côtiers, et c'est ce qui se passe.

Si nous constatons des réductions au Japon ou dans le Sud-Est de l'Alaska, c'est parce que nos écosystèmes côtiers n'ont plus cette capacité. Si vous comprenez quels sont les mécanismes... Je pense qu'ils peuvent être résumés ainsi: les juvéniles qui grandissent plus vite survivent mieux. Une fois que nous aurons compris pourquoi, je suis certain que nous aurons la capacité et les technologies pour maximiser la survie dans l'océan.

M. Richard Bragdon: Merci, monsieur Beamish. Je vais passer rapidement à M. Johnson.

Monsieur Johnson, que recommanderiez-vous? À votre avis, quelles sont les mesures que nous devrions prendre rapidement pour obtenir les meilleurs résultats en matière de rétablissement de la santé du saumon du Pacifique?

M. Larry Johnson: Eh bien, je pense que c'est un ensemble de choses. La production doit augmenter. Les taux de survie doivent être examinés à la loupe. Nous devons vraiment faire quelque chose pour équilibrer la nature, et cela nous amène à la question des pinnipèdes. Nous devons réduire la population de pinnipèdes à un nombre qui soit meilleur pour nos alevins et pour notre stock de géniteurs.

Le président: Merci, monsieur Bragdon. Votre temps est écoulé.

Nous allons maintenant passer à M. Hardie pour six minutes au maximum, s'il vous plaît.

M. Ken Hardie (Fleetwood—Port Kells, Lib.): Merci, monsieur le président.

Merci à tous les témoins. C'est fascinant. J'aurais aimé avoir beaucoup plus de temps pour discuter avec vous.

Monsieur Beamish, je dois dire que je suis vieux moi aussi, et j'ai parfois du mal à me souvenir de la semaine dernière, alors je vous comprends.

Je vais commencer par vous, madame Schmitt. Expliquez brièvement, si vous le pouvez, la différence entre un saumoneau S1 et un saumoneau S0.

Mme Carol Schmitt: En ce qui concerne les S0, la plupart des saumons fraient à l'automne, les alevins sortent du gravier au printemps et pèsent un demi-gramme. Dans la plupart des systèmes des cours inférieurs, les alevins vont dans les estuaires et dans l'océan immédiatement, et c'est ce qu'on appelle des S0.

Dans les cours supérieurs, les poissons restent un an ou plus en eau douce avant de migrer vers l'océan, et ce sont des S1.

M. Ken Hardie: Je vois.

Est-il possible de placer les S1 là où il y avait auparavant des S0, et présenteraient-ils les mêmes caractéristiques?

Mme Carol Schmitt: Tous les poissons peuvent sortir au stade S0, S1 ou S2. Ce qui détermine cela, c'est la génétique, mais aussi la disponibilité de la nourriture, la température de l'eau et le développement.

Ce qui est intéressant, c'est que dans l'industrie aquacole — j'ai élevé des saumons quinnat pendant de nombreuses années —, lorsque nous introduisons des saumoneaux S0, toutes les exploitations avait des difficultés à les garder en vie et avaient recours aux antibiotiques. En réintégrant des saumoneaux S1, ce n'était pas un problème; nous obtenions un taux de survie de 96 %.

M. Ken Hardie: Je vais devoir en rester là, car je dois passer à d'autres questions. Je vous remercie beaucoup.

Monsieur Beamish, je reviens à vous.

Nous croyons savoir qu'au cours des deux premières années de leur vie, les saumons restent assez près de la côte. Ils ne sont pas en eau profonde. Étant donné que nous ne pouvons probablement pas faire grand-chose au sujet des conditions en eau profonde, qu'en est-il des conditions côtières que connaissent ces jeunes saumons? Que pouvons-nous faire pour améliorer leurs chances de survie?

• (1610)

M. Richard Beamish: Au cours des dernières années, un collègue et moi-même avons organisé des expéditions privées dans le golfe de l'Alaska en hiver pour comprendre ce qui régit le saumon lorsqu'il se trouve en haute mer.

Vous venez de dire que l'environnement côtier contient un certain nombre de saumons, mais en réalité, la plupart d'entre eux se déplacent au large des côtes vers la haute mer. S'ils survivent au premier hiver, ils survivent plus ou moins jusqu'à leur retour. Il y a quelques...

M. Ken Hardie: Si vous me le permettez, monsieur...

M. Richard Beamish: Je suis seulement...

M. Ken Hardie: J'ai besoin de savoir quelque chose. Les poissons de la zone côtière sortent en eaux libres. Connaissons-nous la population de poissons qui quittent la zone côtière pour aller en eaux libres? S'ils sont trop peu nombreux à atteindre la haute mer, cela nous donne une bonne idée de l'endroit où nous devrions peut-être concentrer notre attention, étant donné que nous ne pouvons pas faire grand-chose en haute mer.

M. Richard Beamish: En bref, vous avez raison. Nos recherches des 10 dernières années nous ont permis de constater exactement ce que vous dites: c'est le taux de survie sur la côte qui détermine plus ou moins actuellement l'abondance du saumon qui revient.

M. Ken Hardie: Merci, monsieur.

Je sais que vous pourriez tous en parler longuement. Si quelque chose nous échappe ou que vous ne pouvez pas aller au bout d'une idée qui vous tient à cœur, n'hésitez pas à nous écrire, parce que, encore une fois, nous avons habituellement peu de temps.

Monsieur Hurwitz, nous avons beaucoup entendu parler des écloséries. Nous avons entendu des arguments pour et contre et parfois des témoignages contradictoires.

Est-ce que nous en savons assez pour mettre au point une vraie bonne stratégie de collaboration pour le rétablissement des stocks de saumon sur la côte?

M. Dave Hurwitz: Je pense au travail que nous faisons dans notre région. La science progresse à pas de géant. Pour revenir à ce que M. Beamish vient de dire, nous étudions les goulots d'étranglement dans l'estuaire à l'aide d'une technologie très avancée de marquage PIT. Nous allons pouvoir retracer ces poissons-là directement dans les eaux littorales et...

M. Ken Hardie: Je suis désolé, monsieur, mais nous n'avons pas beaucoup de temps. Est-ce que nous en savons assez, oui ou non?

M. Dave Hurwitz: Je pense que nous commençons, effectivement. Nous commençons à trouver de ces goulots d'étranglement, et tout le monde en parle.

M. Ken Hardie: D'accord. Cela me va.

Une des choses que nous devons avoir à l'esprit, c'est le montant assez appréciable que le gouvernement fédéral est disposé à investir. Évidemment, nous voulons que les investissements soient judicieux et qu'ils donnent des résultats. C'est toujours tentant de dire qu'il faut une étude ou un comité, puis, au bout du compte, on en dit plus qu'on en fait. C'est ce qu'il faut éviter.

Monsieur Johnson, vous avez dit que lors des discussions dans votre collectivité, vous cherchiez des réponses à certaines des réticences initiales au sujet de l'aquaculture dans des parcs en filet. Où avez-vous obtenu vos réponses et est-ce qu'elles ont changé au fil du temps?

M. Larry Johnson: Nous nous sommes adressés directement à la pisciculture qui se trouvait sur notre territoire. Nous avons parlé avec quelqu'un qui était là justement pour répondre à nos questions.

Quelle était la deuxième partie de la question?

M. Ken Hardie: Est-ce que les réponses ont changé au fil du temps?

M. Larry Johnson: Non, les réponses n'ont pas changé. En fait, nous avons commencé à nous rendre compte que nous manquions peut-être le bateau et qu'il nous fallait envisager des critères différents pour ce que nous allions faire.

Le président: Merci, monsieur Hardie.

M. Ken Hardie: Merci, monsieur.

Le président: Nous passons maintenant à M. Trudel, pour six minutes ou moins, s'il vous plaît.

[Français]

M. Denis Trudel (Longueuil—Saint-Hubert, BQ): Je vous remercie, monsieur le président.

Je m'appelle Denis Trudel et je suis député de la circonscription de Longueuil—Saint-Hubert, qui se trouve à l'autre bout dupays. La question du saumon semble être un peu particulière ici, au Québec. Tout ce que je sais au sujet du saumon, c'est que mon beau-père le pêche dans la belle rivière Matapédia, en Gaspésie.

J'ai trouvé les propos des témoins très intéressants. C'est un peu inquiétant d'entendre qu'il y a eu moins de prises au cours de la dernière année, au Canada. On a parlé de sujets intéressants, comme le partage des responsabilités et la dégradation de l'habitat du saumon. Un témoin a proposé de changer carrément l'écosystème du saumon. Je trouve ces notions fort importantes.

J'aimerais poser une question de nature plus large et recevoir une réponse de chaque témoin.

Depuis le début de cette étude du Comité, des témoins ont souligné l'importance d'une bonne concertation entre le ministère et les différents acteurs du milieu, comme nos témoins, et les scientifiques. Un budget a été déposé récemment.

L'effort de concertation du gouvernement s'est-il traduit concrètement dans le budget présenté le mois dernier?

Monsieur Hurwitz, voulez-vous commencer?

• (1615)

[Traduction]

M. Dave Hurwitz: Il y a beaucoup de bavardage, mais avons-nous été consultés en tant qu'exploitants d'une écloserie? Non, pas vraiment. Nous avons pourtant les deux pieds dans le domaine. Nous recueillons les données. Nous fournissons de l'information aux groupes de réflexion.

[Français]

M. Denis Trudel: Monsieur Beamish, avez-vous un commentaire à ajouter?

[Traduction]

M. Richard Beamish: N'oubliez pas que je suis vieux et que j'ai pris ma retraite il y a 10 ans, mais il y a du bon monde au MPO, et j'ai eu de l'aide dans mes recherches pour savoir ce qui régit l'abondance du saumon dans l'océan. Nous avons une bonne relation de travail. Je suis tout à fait à l'aise de travailler avec le ministère.

[Français]

M. Denis Trudel: Monsieur Angel, quel est votre avis sur cette même question?

[Traduction]

M. Eric Angel: Je ne dirais pas que nous avons été consultés à proprement parler, mais nous collaborons de près avec le ministère. Il y a certainement du travail que nous pouvons mettre en marche dès maintenant. Nous en faisons déjà une bonne partie. Ces nouveaux fonds permettront d'en faire plus. Comme je le disais, nous avons une organisation en place, dont font partie les nations nuuchah-nulth, qui sert justement à prendre ce genre de décisions sur le meilleur usage à faire de cet argent, alors ma réponse est oui.

[Français]

M. Denis Trudel: Madame Schmitt, selon vous, le gouvernement a-t-il suffisamment consulté les acteurs du milieu avant d'élaborer le budget qui a été présenté il y a un mois et de consacrer de nouvelles sommes à la sauvegarde du saumon?

[Traduction]

Mme Carol Schmitt: J'ai suivi cela dans les courriels qui passaient par mon bureau. Il n'a pas vraiment été question d'argent chez les groupes de conservation dont je fais partie dans ma région. Avec notre mise en valeur, notre information et notre solution pour reconstituer les stocks de saumon quinnat, le problème est que le ministère décide entièrement qui peut participer et comment on libère le poisson. Étant donné que son programme repose sur la mise en liberté de juvéniles de classe S0, il y a eu une forte résistance à notre participation. Pour tout le poisson que nous avons élevé à ce jour, nous avons dû compter sur notre propre argent et sur l'argent de notre collectivité; on parle ici de 600 000 poissons, ce qui est considérable, et c'est la collectivité qui s'en est entièrement chargée.

Je dois dire que notre relation avec le programme de mise en valeur du saumon, parce que nous sommes du secteur privé et que nous avons une stratégie différente, a été... Comme je l'ai dit, le ministère s'en tient à la même stratégie depuis 44 ans, même avec les résultats que nous avons montrés et qui peuvent faire une énorme différence.

On peut reconstituer un stock en quatre ans pour le porter à plus de 1 500 poissons, et pourtant il y en a qui ont libéré 5 millions de poissons en 40 ans, pour se retrouver aujourd'hui presque avec le même nombre qu'au début. C'est pourquoi je suis ici aujourd'hui.

[Français]

M. Denis Trudel: Monsieur Johnson, à votre avis, le gouvernement a-t-il suffisamment consulté les acteurs du milieu avant d'élaborer les politiques incluses dans le budget?

[Traduction]

M. Larry Johnson: Je ne sais pas s'il a suffisamment consulté, mais je peux dire que nos nations signataires de traités entretiennent des liens depuis 2011 avec le ministère, de sorte qu'il est possible de collaborer et de cogérer, d'élaborer et d'exécuter des projets ensemble. Nous voulons certainement travailler avec le MPO pour accroître la production, essayer ensemble d'atteindre un équilibre dans les stocks de saumon.

• (1620)

[Français]

M. Denis Trudel: Je vais poser une autre question à M. Johnson. Je m'adresserai aux autres témoins s'il me reste du temps.

Monsieur Johnson, vu l'état dramatique de la situation du saumon, pensez-vous que les sommes annoncées sont suffisantes pour mettre en œuvre une stratégie globale de sauvegarde quant à l'habitat du saumon?

[Traduction]

M. Larry Johnson: C'est une question piégée. Je ne sais pas si ce qu'on trouve suffisant sera suffisant, mais on en veut toujours plus. Nous pouvons faire ce que nous pouvons avec ce que nous avons, et j'espère que l'argent sera un peu plus réparti, au lieu d'aller à quelques-unes des grandes écloséries qui semblent toujours obtenir les fonds. Peut-être que d'autres sur l'île de Vancouver, sur la côte Ouest de...

Le président: Merci, monsieur Trudel.

Nous allons maintenant passer à M. Johns, pour six minutes ou moins, s'il vous plaît.

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Merci beaucoup.

Nous pourrions aussi bien tenir cette réunion dans notre circonscription, puisque quatre des cinq témoins en font partie, et que M. Beamish est juste à côté.

Je vais commencer par M. Angel.

Pour revenir à West Coast Aquatic, vous avez parlé de l'importance de son rôle pour réduire les conflits et aussi en matière de co-gestion. Pouvez-vous nous parler du rôle que joue actuellement le ministère au conseil de gestion de West Coast Aquatic et de ce qu'il faut faire comme investissement?

M. Eric Angel: Bien sûr. Merci.

Monsieur le président, le MPO ne siège pas pour l'instant au conseil de gestion. Il offre un soutien limité au fonctionnement des tables rondes de discussion sur le saumon, et c'est très bien, mais il ne participe pas vraiment aux décisions, et c'est ce dont nous avons besoin de sa part.

Il le faisait au début il y a 20 ans, puis il s'est retiré. Nous avons besoin de tout le monde à la table pour pouvoir prendre les décisions qui s'imposent. Il faut que le MPO revienne et que la province soit là aussi. Il faut que tous les acteurs soient là, mais le MPO doit d'abord se présenter.

M. Gord Johns: Dans le même ordre d'idées, pouvez-vous nous parler de ce qu'on investit actuellement et de ce que c'était il y a 20 ans? Quelles sont les conséquences des décisions que prend actuellement le ministère, puisqu'il est absent de la table?

M. Eric Angel: Il y a 20 ans, le financement était beaucoup plus important que maintenant. Nous fonctionnons avec quelques dizaines de milliers de dollars pour rester à flot.

La crise du saumon est un ensemble complexe de problèmes. Il n'y a pas de cause unique. Quand on veut régler un problème complexe, on ne demande pas à une seule personne de faire une seule chose. On réunit toutes les parties concernées et on les amène à déterminer ensemble quelle doit être la stratégie. C'est ce que nous faisons tous les jours aux tables rondes sur le saumon et à West Coast Aquatic.

C'est ce que nous faisons avec ce que nous avons appris au sujet des écosystèmes côtiers. Nous nous entendons collectivement sur le projet de recherche à appliquer et nous décidons comment recueillir de meilleures données sur ce qui arrive aux poissons là-bas. Nous faisons tout cela ensemble, et c'est la différence en ce moment.

Si vous devez dépenser tout cet argent, je ne vais pas vous indiquer des projets en particulier, mais plutôt vous demander de le dépenser judicieusement en consultant les gens qui sont le plus près de l'action.

M. Gord Johns: Nous avons entendu parler de ressources comme le Fonds d'atténuation du Traité sur le saumon du Pacifique. Vous l'avez mentionné dans votre déclaration préliminaire.

Pouvez-vous nous dire comment cela se passe pour les Nuuchah-nulth et les pêcheurs à la traîne de la zone G, par exemple? Nous savons qu'ils s'inquiètent beaucoup du fait que les fonds ne leur parviennent pas, et pourtant ils sont loin de pêcher autant qu'avant l'accord.

Pouvez-vous nous en parler?

M. Eric Angel: Toute la question est de savoir comment utiliser l'argent judicieusement. Cet argent était destiné à la côte Ouest de l'île de Vancouver pour aider les collectivités qui subissaient des réductions de leurs quotas de prises. Très peu de cet argent s'est rendu à destination. Nous sommes revenus à la charge encore et encore.

Nous avons des pêcheurs dans la zone G. Ils ont perdu beaucoup de prises et leur gagne-pain en a souffert, et nous avons présenté des demandes simples au MPO pour que cet argent arrive dans la région. C'est de cela que je parle dans le portrait d'ensemble: nous avons besoin d'un soutien régional, et West Coast Aquatic est là pour lui donner forme.

L'argent du fonds d'atténuation aurait pu se rendre à la côte et aider à la reconstitution des stocks de saumon pendant toutes ces années. Il pourrait toujours, si le ministère voulait simplement en décider.

M. Gord Johns: Monsieur Hurwitz, vous nous avez dit à quel point c'est difficile avec 8 000 \$, en parlant de l'écloserie de Tofino. Je le sais, pour en avoir parlé à Joe Curley et à Andrew Jackson, qui exploitent l'écloserie de Kennedy River; la vôtre est à Thornton Creek.

Pouvez-vous nous parler des quelques augmentations que vous avez pu observer depuis 30 ans et de ce que cela représente pour vos activités?

• (1625)

M. Dave Hurwitz: Notre installation a été construite en 1975. Pour un bâtiment de cet âge sur la côte Ouest, il y a beaucoup d'entretien, encore plus s'il y passe de l'eau. Nous avons fait pas mal de collectes de fonds pour l'entretenir et pour le maintenir aux normes de biosécurité les plus élevées, de sorte que nous sommes prêts pour l'avenir.

Nous sommes toujours exposés à des menaces comme les changements climatiques. Nous devons relever la hauteur de notre barrage. Je peux augmenter la capacité d'alevinage, mais il nous faut plus d'eau. J'aimerais avoir plus d'équipes. En général, les saumons fraient tous en même temps; avec plus d'équipes, nous pourrions être présents en plus d'endroits.

L'argent que nous demandons ne sert pas à poser des tapis et acheter des machines Xerox; il sert à embaucher plus de gens et à assurer l'entretien et la bonne marche de l'équipement.

M. Gord Johns: Vous avez parlé des autres écloseries, celle de Tofino, par exemple, et des 8 000 \$ qui s'envolent avant même qu'elles ne se mettent à l'œuvre.

Pouvez-vous nous dire comment cela joue sur le moral, qui en fait...? L'argent a le don de déclencher des heures de bénévolat.

Et puis, que se passerait-il si nous cessions tout simplement de financer les écloseries? Qu'est-ce qui arriverait aux cours d'eau et aux systèmes fluviaux où nous vivons sur la côte Ouest de l'île de Vancouver?

M. Dave Hurwitz: Pour commencer, comme nous sommes toutes des petites entreprises — nous ne sommes pas des établissements fédéraux —, vous pourriez aussi bien nous fermer. Il n'y a pas de pensions, pas d'emplois syndiqués. Nous consacrons jusqu'à un quart de notre budget à fournir des ressources à l'écloserie de Tofino, qui mobilise beaucoup de bénévoles, d'entreprises, etc., tout comme nous.

Il faut comprendre que ce sont des systèmes éloignés et que dans ces systèmes et les cours d'eau que nous mettons en valeur, il n'y a qu'une poignée de bassins hydrographiques encore inexploités sur l'île de Vancouver. Ce ne sont pas des problèmes d'habitat, mais le saumon est en difficulté.

Je dois dire qu'avec l'étiquetage que nous faisons — le marquage —, nous voyons les bienfaits des écloseries. Je m'excuse, mais c'est un fait. Si ce n'était du travail des écloseries et de la contribution de tous ces bénévoles, des entreprises et des gens du coin, il n'y aurait rien.

Le président: Merci, monsieur Johns.

Nous passons maintenant à M. Arnold, pour cinq minutes ou moins, s'il vous plaît.

M. Mel Arnold (North Okanagan—Shuswap, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci à tous les témoins d'être ici pour contribuer à notre étude. Elle dure depuis longtemps, mais on dirait que nous en avons toujours plus à apprendre.

Monsieur Beamish, si je puis commencer par vous, je tiens à vous remercier des efforts que vous avez déployés et des expéditions que vous avez entreprises pour comprendre la survie en haute mer.

Pourriez-vous nous dire, très brièvement, s'il y a eu des surprises quant aux espèces que vous avez trouvées ou au mélange des stocks dans le milieu océanique?

M. Richard Beamish: Pour répondre brièvement, presque tout a été une surprise.

Plus précisément, nous avons constaté que le saumon coho allait beaucoup plus loin au large que nous pensions. Nous avons trouvé le saumon rose à la limite sud de nos relevés. Ces deux espèces auraient dû être les plus abondantes, or elles n'étaient pas loin d'être les moins abondantes. Leur aire de répartition doit s'étendre beaucoup plus au sud.

Nous avons constaté que le saumon rose, le saumon rouge et le saumon kéta ne se chevauchaient pas et n'étaient pas en concurrence. Nous avons trouvé un saumon rouge juvénile de la rivière Chilko au beau milieu du Pacifique. Nous avons fait des estimations des retours prévus de saumon kéta en 2019 et en 2020, simplement d'après nos prises, et elles n'étaient pas trop mauvaises. Nous avons aussi fait une estimation rapide des retours attendus dans le Fraser cette année. Ce sera un peu mieux que les deux dernières années.

Certaines de ces données ne sont pas publiables, mais vous m'avez posé la question. En bref, à peu près tout ce que nous avons trouvé était nouveau.

M. Mel Arnold: D'accord, merci.

Y a-t-il des mesures que nous pouvons prendre qui auront une incidence à court terme sur le milieu océanique? Nous savons tous qu'il est touché par les changements climatiques, mais y a-t-il quelque chose de faisable à court terme?

M. Richard Beamish: C'est une question standard du grand public. On entend couramment qu'on ne peut pas changer le climat et qu'on ne peut pas changer l'océan, alors continuons de faire ce que nous faisons. Il est difficile de répondre, mais en fait, il y a une chose qu'on peut faire. Si nous comprenions les mécanismes fondamentaux qui régissent l'abondance du saumon dans l'océan, nous prendrions des décisions qui nous permettraient de maximiser la production océanique.

Je pourrais vous donner des exemples, mais vous voulez des réponses courtes.

M. Mel Arnold: Si vous pouviez nous les faire parvenir, nous serions certainement heureux de les incorporer dans les témoignages.

• (1630)

M. Richard Beamish: Je le ferai, si quelqu'un me le rappelle.

M. Mel Arnold: D'accord, merci.

Monsieur Johnson, puis-je m'adresser à vous?

Le gouvernement fédéral a annoncé des ressources pour le programme d'aquaculture durable, mais on ne sait pas trop dans quelle direction la transition doit se faire. Est-ce que votre organisation a reçu des fonds dans le cadre du programme d'aquaculture durable?

M. Larry Johnson: Pas à ma connaissance, jusqu'à maintenant.

M. Mel Arnold: Merci.

Comment votre organisation entrevoit-elle l'avenir de l'élevage du saumon? En systèmes terrestres, semi-terrestres ou en parc clos?

M. Larry Johnson: Je verrais peut-être des systèmes en parc clos. Pour ce qui est des systèmes terrestres, s'il y en a qui fonctionnent dans le monde, je n'en ai pas eu connaissance encore.

M. Mel Arnold: D'accord, merci.

Est-ce que vous travaillez avec des partenaires à cette fin ou est-ce que vous faites des recherches ou des études à ce sujet?

M. Larry Johnson: Nous travaillons avec une entreprise et, oui, elle étudie de nouvelles technologies et ce genre de choses. Nous nous concentrons surtout sur le varech actuellement et nous essayons d'amener la province à traiter les demandes plus rapidement.

M. Mel Arnold: D'accord, merci.

Je crois que j'ai le temps de poser une question à Mme Schmitt.

Madame Schmitt, nous nous sommes rencontrés. J'ai visité votre exploitation et vous faites un travail remarquable. Nous savons que pour beaucoup d'espèces, qu'il s'agisse du caribou de montagne, du saumon, du chevreuil ou d'autres espèces, la première année de survie est cruciale. Pourquoi pensez-vous que c'est si important avec les saumons de classe S1 que vous avez élevés et sur lesquels vous avez travaillé?

Mme Carol Schmitt: Un S1 est très différent d'un S0. Il est beaucoup plus développé sur les plans physiologique, mental et immunitaire. C'est pourquoi les S1 migrent très rapidement au début du printemps, tandis que les S0 prennent beaucoup de temps et se servent des estuaires. Dans le secteur de l'élevage, dès que nous avons introduit des S1, nous avons constaté qu'il n'y avait absolument aucun problème du moment qu'ils avaient été élevés correctement.

Je pense que c'est une solution extrêmement efficace, et le gouvernement doit s'y intéresser davantage. Il a eu de la difficulté à en

élever, mais nous sommes organisés exprès pour le faire. Nous pouvons en élever 10 groupes de 50 000 individus par année. Nous pourrions ramener les stocks à plus de 1 500 ou 2 000 poissons dans chaque cours d'eau, alors que la plupart d'entre eux ne comptent encore que quelques centaines de poissons après toutes ces années passées à lâcher des S0.

Voilà ma réponse.

Le président: Merci, monsieur Arnold.

Nous allons maintenant passer à M. Morrissey, pour cinq minutes ou moins. C'est à vous, monsieur Morrissey.

M. Robert Morrissey (Egmont, Lib.): Merci, monsieur le président. Ma question s'adresse à M. Beamish.

Croyez-vous que le Canada peut s'attaquer seul au problème du déclin de la population de saumons du Pacifique sur la côte Ouest?

M. Richard Beamish: Vous me prenez au dépourvu...

M. Robert Morrissey: Je vous pose la question parce que vous avez dit qu'à l'heure actuelle, les stocks représentent 7 % de ceux de 1970 et qu'il y a un déclin de 73 % au Japon et de 33 % en Russie.

M. Richard Beamish: Je pense que la réponse est peut-être oui, mais ce sera beaucoup plus long. Il ne fait aucun doute que nous pourrions travailler en tant qu'équipe internationale si le Canada et d'autres pays qui produisent du saumon pouvaient trouver un moyen d'amener les scientifiques à collaborer. Je connais les divers scientifiques des différents pays, et la façon la plus rapide d'accélérer notre compréhension de l'avenir du saumon du Pacifique dans tous les pays est de travailler ensemble en tant qu'équipe internationale.

M. Robert Morrissey: Est-ce que vous recommanderiez au Comité de préconiser fortement la coopération internationale pour régler ce problème qui remonte à des années?

M. Richard Beamish: Absolument. Si vous regardez notre histoire, vous verrez que cela a commencé dans les années 1970, comme vous l'avez souligné. Nous avons lancé le programme de mise en valeur du saumon avec des prises commerciales de 70 000 tonnes métriques au Canada. Nous avions dit au Conseil du Trésor qu'elles atteindraient 120 000 à 140 000 tonnes métriques en 2005. Au lieu de 120 000 à 140 000 tonnes métriques, il est plutôt question de 7 000 tonnes métriques, ce qui montre que nous n'y sommes pas arrivés.

Le fait est qu'il faut commencer à penser différemment. La meilleure façon est d'utiliser ce qui existe dans le Pacifique. Nous avons les scientifiques et les technologies nécessaires.

• (1635)

M. Robert Morrissey: Merci.

Monsieur le président, ma prochaine question s'adresse à M. Johnson.

Monsieur Johnson, je crois que vous êtes peut-être l'un des seuls témoins qui ont comparu devant le Comité... Je ne sais pas si vous préconisez l'aquaculture en parcs en filet, mais vous ne l'avez certainement pas critiquée. Vous avez mentionné dans vos commentaires des craintes en Colombie-Britannique. Pourriez-vous nous en dire davantage sur ce à quoi vous faisiez référence?

Vous avez parlé d'aquaculture en parcs en filet et de craintes, au-delà desquelles il faudrait aller en Colombie-Britannique.

M. Larry Johnson: C'est la peur de l'inconnu. Beaucoup de gens ne s'étaient jamais forgé d'opinion à ce sujet — comme moi, par exemple. J'ai entendu ce que d'autres ont dit. J'ai entendu ce que mon chef et mes conseillers ont dit. Je pense qu'il y a beaucoup d'information qui circule à ce sujet qui n'est pas juste.

J'ai l'impression qu'il y a beaucoup de craintes en Colombie-Britannique, parce qu'il n'y a pas beaucoup de certitude. Il y a très peu de traités modernes, alors si nous pouvions obtenir la bonne information, je pense que le résultat serait différent.

Je crois qu'il y a encore beaucoup de peur de l'inconnu. Il m'a fallu plusieurs années pour cerner les questions et obtenir des réponses.

Voilà ce que j'en pense.

M. Robert Morrissey: Pourriez-vous expliquer un peu au Comité en quoi consiste l'aquaculture en parcs en filet que pratique votre Première Nation? De toute évidence, vous n'y participeriez pas si vous aviez l'impression que cela a un impact négatif sur l'écosystème et le saumon sauvage. Ai-je raison de supposer cela?

M. Larry Johnson: Ma nation ne participe pas à ce genre d'activités, mais une de nos nations partenaires élève de la morue charbonnière. Deux de nos nations pratiquent la culture du varech, et quatre des cinq font de l'aquaculture de crustacés.

M. Robert Morrissey: Y en a-t-il qui pratiquent la salmoniculture en parcs en filet?

M. Larry Johnson: Non.

M. Robert Morrissey: Vous n'êtes donc pas du tout dans ce secteur-là.

M. Larry Johnson: Non, mais je crois que, selon l'information dont nous disposons, des nations l'envisagent, mais personne n'est encore allé plus loin.

M. Robert Morrissey: Voulez-vous dire envisager la salmoniculture en parcs en filet?

M. Larry Johnson: Oui.

M. Robert Morrissey: C'est donc une activité économique à laquelle vous songez.

M. Larry Johnson: Absolument. L'une de nos nations est en train d'établir des relations, de se renseigner et de trouver des réponses à ses préoccupations, alors nous verrons où cela nous mènera.

M. Robert Morrissey: Merci.

Vous avez aussi...

Le président: Désolé, monsieur Morrissey, votre temps est écoulé. Vous ne pourrez probablement pas terminer la question ou obtenir une réponse dans les quatre secondes qui restent.

Nous allons maintenant passer à M. Trudel pour deux minutes et demie ou moins. Allez-y monsieur.

[Français]

M. Denis Trudel: Je vous remercie, monsieur le président.

Je remercie les témoins encore une fois. Cette discussion absolument passionnante me permet d'apprendre beaucoup de choses.

Monsieur Beamish, croyez-vous que l'on investit suffisamment de ressources à l'heure actuelle pour réduire les répercussions de la pollution et des changements climatiques sur les populations de saumon du Pacifique? Je parle aussi de leur conservation.

Tantôt, vous avez donné l'exemple de la Russie. Pensez-vous que Pêches et Océans Canada pourrait s'inspirer de la Russie dans ce domaine?

[Traduction]

M. Richard Beamish: Je pense que nous avons les ressources et que le Canada devrait s'inspirer de la Russie. Nous avons eu une conférence virtuelle, il y a quelques semaines, pour examiner les résultats de nos deux expéditions, et nous avons été accueillis par le ministre de l'Agriculture de la Russie. Ce pays prend la réduction de 2020 très au sérieux.

Nous avons eu les pires prises en 35 ans. Cela touche tous les pays. Il doit y avoir un mécanisme commun qui a entraîné le déclin. Je pense que ce sont les eaux côtières, comme quelqu'un l'a mentionné plus tôt, peut-être M. Arnold. Ce n'est pas tant le nombre de ressources que nous avons, mais la façon dont nous les utilisons, et nous devons nous employer à avoir une vue d'ensemble.

• (1640)

[Français]

M. Denis Trudel: Je vous remercie.

Monsieur Angel, dans votre allocution d'ouverture, vous nous avez parlé de la question de l'emploi. Vous avez mentionné que cela était très important pour assurer une meilleure conservation des populations de saumon.

Pensez-vous que, à l'heure actuelle, tout est en place pour la création et le maintien des emplois dans ce domaine?

[Traduction]

M. Eric Angel: Non. Il y a encore beaucoup de travail qui pourrait être fait pour créer des emplois dans ce contexte.

Ce genre d'économie vers laquelle nous devons faire la transition en ce qui concerne le saumon exige que nous prenions davantage soin du saumon plutôt que de penser au nombre de prises destinées à la vente. Cela fait toujours partie de l'équation, il va sans dire, mais nous devons rebâtir les écosystèmes, tant dans l'environnement terrestre que côtier, où nous pouvons exercer une certaine influence.

Nous avons beaucoup d'occasions de mettre des gens au travail dans ce contexte. Nous avons besoin de programmes de gardes-pêche. Nos Premières Nations sont toujours les premières sur l'eau, et pourtant, nous avons du mal à trouver assez d'argent pour employer des gens pour faire cela. L'argent peut servir à envoyer des gens sur l'eau pour constater ce qui s'y passe et y prêter attention.

Nous devons faire plus de recherches scientifiques. Le ministère des Pêches et Océans a un service scientifique fantastique. Il y a beaucoup de capacités dans le secteur privé, ainsi que dans nos nations, et nous pourrions faire du travail là aussi.

Il y a également le tourisme. Le saumon attire les ours et les ours attirent les touristes. Il y a toutes sortes de possibilités ici. Nous nous bornons à penser qu'il nous faut tout simplement avoir plus de saumons pour pouvoir continuer à les pêcher comme nous le faisons, mais nous devons faire preuve d'un peu plus d'imagination.

Le président: Merci, monsieur Trudel.

Nous allons maintenant passer à M. Johns pour deux minutes et demie ou moins. Je vous en prie, monsieur Johns.

M. Gord Johns: Merci.

Monsieur Johnson, j'ai une brève question à vous poser. Vous dirigez une entreprise de premier plan sur la côte Ouest. C'est la seule conserverie de la côte Ouest à l'heure actuelle, alors qu'il y en avait 80 à l'époque.

Je sais que vous êtes un ardent défenseur de l'augmentation des investissements dans des entreprises comme la vôtre, des entreprises dirigées par des Autochtones qui offrent de la valeur ajoutée. Pouvez-vous nous dire à quel point il est important que nous investissions dans la promotion et le développement de la valeur ajoutée, surtout dans les nouveaux domaines dans lesquels vous vous engagez, comme les algues et le varech?

M. Larry Johnson: On pourrait consacrer beaucoup plus d'argent à ce type de culture, qu'il s'agisse de varech ou...

Je suis désolé, monsieur Johns. Pouvez-vous reformuler votre question?

M. Gord Johns: En ce qui concerne votre situation générale — le saumon sauvage, toutes les espèces sauvages, ainsi que tous les produits que vous offrez et vers lesquels vous vous tournez maintenant avec le varech et les algues —, vous avez parlé de la nécessité d'investir pour ajouter de la valeur à ces produits, de l'importance de cela et du manque d'investissements à l'heure actuelle.

Pouvez-vous nous dire quelle différence cela ferait si des fonds étaient disponibles?

M. Larry Johnson: Plus de financement et de capitaux sont nécessaires pour développer l'aquaculture. Nous pourrions utiliser davantage de fonds pour le développement des entreprises, afin d'établir des partenariats avec l'industrie. Le ministère des Forêts, des Terres, de l'Exploitation des ressources naturelles et du Développement rural pourrait utiliser plus de fonds pour embaucher plus de personnes pour traiter les demandes.

Je ne sais pas si cela répond à votre question.

M. Gord Johns: Oui, c'est là où je voulais en venir. Je voulais savoir quel genre de soutien ce financement pourrait assurer.

Madame Schmitt, vous avez parlé de votre frustration à l'égard du ministère et du retard dans la prise de décisions. Cette année seulement, vous aviez un partenariat avec les Uchucklesaht et vous aviez des saumoneaux prêts à être relâchés, mais vous n'avez pas pu obtenir de réponse du ministère.

Pouvez-vous nous parler de l'incidence des retards dans la prise de décisions au ministère et de l'impact que cela a sur le saumon sauvage, les possibilités qui existent et les partenariats?

Mme Carol Schmitt: Oui. Il a été extrêmement décevant de voir qu'au dernier moment, le ministère a gardé les œufs et relâché les alevins au lieu de nous permettre de les prendre pour en faire des saumoneaux S1. Pour votre information, dans le cadre du projet Henderson, nous avons un engagement privé de cinq ans pour payer l'ensemble du programme d'amélioration. Lorsqu'ils sont relâchés sous forme d'alevins, on peut s'attendre à ce que 160 poissons adultes reviennent, alors que lorsqu'ils sont relâchés comme saumoneaux S1, on peut s'attendre au retour d'au moins 1 100 adultes.

Pour ce qui est de la frustration, je pense que Rebecca Reid a dit que le ministère compte sur la participation du secteur privé et du secteur public, parce que sans cela, il ne pourrait pas mener à bien autant de projets. Il y a beaucoup de choses positives qui se passent.

Cependant, il semble que pour notre écloserie privée, une fois tous les résultats entrés pour les S1, ils ont décidé de faire marche arrière et ne souhaitaient plus nous permettre de participer.

Je ne sais pas. Tout ce que je peux dire, c'est que, compte tenu des résultats, il faut transposer cela à plus grande échelle pour reconstituer les stocks, et si [*Difficultés techniques*]. Après 40 ans de mise en valeur, on en est à seulement 70 poissons, ce qui signifie un rendement de 260 en moyenne. Au début, il y a 40 ans, il y avait 200 poissons dans le système. Dans la baie Clayoquot, les stocks de saumon quinnat sont tous à haut risque maintenant en raison des rendements qui sont si bas.

J'ai démontré que s'ils sont élevés de façon plus naturelle, ils se comportent différemment et vous récupérez beaucoup plus de poissons parce qu'il y a un taux de survie plus élevé. Je ne sais pas. Comme je l'ai dit, je suis ici aujourd'hui pour faire valoir que nous devrions peut-être mettre sur pied un comité spécial pour prendre ces décisions en temps réel. J'ai écrit au ministère, il y a 18 ans, pour dire que leur taux de survie pouvait passer de 0,02 à 0,06 % à 5 à 10 % et que pour cela, il fallait seulement changer la façon de les élever. On voit quels sont leurs résultats maintenant, alors voilà où nous en sommes.

● (1645)

Le président: Merci, monsieur Johns.

Nous allons maintenant passer à M. Calkins, pour cinq minutes ou moins. Monsieur Calkins, c'est à vous.

M. Blaine Calkins (Red Deer—Lacombe, PCC): Merci, monsieur le président.

J'ai des questions pour chacun d'entre vous, et j'aimerais que vous en preniez note. Si vous n'avez pas la possibilité d'y répondre, j'apprécierais que vous me soumettiez une réponse écrite, parce que je pense que ce sera probablement la seule période de cinq minutes que j'aurai.

Ma question pour vous, monsieur Beamish, porte sur les études que nous avons vues sur l'océan et les espèces de poissons qui proviennent de pays qui pratiquent le pacage en mer — j'utilise le terme librement —, comme le Japon et la Russie. Vous n'avez pas beaucoup parlé du poisson qui vient de l'Alaska, et je me demande ce qui se passe là-bas. Pouvez-vous nous dire où vont ces poissons si on ne les retrouve pas dans les prises? La baisse de 70 %, que nous avons connue signifie-t-elle qu'ils se déplacent ailleurs ou qu'ils reviennent au mauvais endroit? Se peut-il qu'ils soient présents dans nos systèmes arctiques alors qu'ils ne l'étaient pas auparavant? Pourriez-vous nous en dire un peu plus à ce sujet?

Monsieur Hurwitz, je tiens d'abord à vous remercier, vous et tous les autres. J'ai visité de nombreuses écloséries sur la côte et j'ai rencontré beaucoup de gens là-bas, mais je n'ai malheureusement jamais visité la vôtre.

Je veux parler des installations mobiles de marquage, parce que je ne pense pas qu'il soit possible d'en avoir des fixes. Pourriez-vous nous dire quel en serait le coût et combien d'écloséries comme la vôtre, des écloséries communautaires, pourraient être touchées si nous devions procéder à un marquage complet? Combien de ces écloséries seraient disponibles, ou combien d'entre elles pourraient avoir accès à un système de marquage mobile?

Monsieur Schmitt, je suis ravi de vous revoir. J'ai eu l'honneur de visiter votre établissement. Je pense que M. Arnold et moi-même y sommes allés en même temps. J'aimerais parler un peu de l'eau douce par rapport à l'eau salée. Je sais qu'à l'installation de Marble River, on élève une partie du poisson en eau douce, et une autre partie dans des endroits comme Quatsino Lodge, où il y a un enclos où l'on élève une partie du saumon quinnat et où l'on obtient de meilleurs rendements. Pouvez-vous nous parler un peu de la différence entre l'élevage à une certaine taille en eau douce et en eau salée?

Ma dernière question s'adresse à vous, monsieur Johnson. Nous avons entendu beaucoup de gens parler des phoques et de la prédation. Certains ont laissé entendre que nous n'avons pas à déployer d'efforts considérables au sujet des phoques prédateurs, mais seulement cibler ceux qui causent le plus de ravages. Je me demande si vous pourriez nous en dire un peu plus à ce sujet.

Je vais vous laisser répondre de votre mieux.

M. Larry Johnson: Je vais commencer par les phoques.

Notre approche serait de nous occuper des phoques ou des otaries qui sont déjà présents dans le système lorsque nous recueillons nos géniteurs, ainsi que lorsque nous rejetons nos alevins dans l'estuaire. Il faudrait aussi le faire lorsque nous récoltons à des fins alimentaires. Nous serions en mesure de protéger nos filets et nos investissements, mais notre principe sous-jacent est toujours d'utiliser tout l'animal.

M. Blaine Calkins: Merci.

Allez-y, monsieur Hurwitz.

M. Dave Hurwitz: Ironiquement, le marqueur mobile dont j'entends parler depuis deux ans est apparu le mois dernier, et nous l'avons utilisé pour la première fois la semaine dernière. Auparavant, il était utilisé dans une écloserie de Tofino pour marquer le saumon kéta. Je suis très heureux que nous ayons maintenant une unité sur la côte qui fonctionne. J'étais très enthousiaste cette semaine.

Pour ce qui est de l'élevage en enclos marin, je dois dire, avec tout le respect que je dois à Mme Schmitt, que je parcours les rivières avec beaucoup d'autres biologistes chevronnés, et nous n'avons pas encore vu de saumoneaux S1 sauvages. Il s'agit certainement d'une technologie qui est mieux adaptée aux ruisseaux alimentés par les glaciers sur la côte continentale et qu'elle a utilisée pour les introduire en milieu insulaire.

Malheureusement, face aux changements climatiques et au réchauffement des eaux, la stratégie des saumoneaux S1 n'est pas nécessairement quelque chose de naturel, mais pour ce qui est l'élevage en enclos marin dont vous parlez, oui, nous l'avons utilisé, et il est très important de prendre les alevins de l'écloserie à cinq grammes et de les mettre dans un enclos marin à l'embouchure pour favoriser l'imprégnation. En deux semaines, leur taille double, et nous obtenons un taux de survie exponentiel.

• (1650)

M. Blaine Calkins: Monsieur Beamish, voulez-vous répondre à ma question?

M. Richard Beamish: Les poissons qui survivent sont ceux qui grandissent le plus rapidement dans l'océan au cours des premiers mois. Certains poissons qui survivent au premier hiver en mer meurent, mais en général, la force de la couvée est déterminée au

premier hiver en mer, selon la vitesse à laquelle ils grandissent dans la zone côtière.

Il y a un certain chevauchement entre le poisson que nous pêchons et celui qui est pêché aux États-Unis, mais ce n'est pas généralisé. Il y a du saumon kéta du Japon et de la Russie dans le golfe de l'Alaska, mais si vous laissez entendre qu'il y a de la concurrence de la part de poissons d'autres pays, je dirais que non, ce n'est pas le cas.

En passant, nous avons constaté, grâce à nos études sur le plancton, qu'il semblait y avoir beaucoup de nourriture disponible dans le golfe d'Alaska, de sorte que cela n'aurait pas d'effet régulateur sur l'abondance après la survie au premier hiver en mer.

Le président: Merci, monsieur Calkins. Votre temps est écoulé, mais je pense que vous aurez peut-être un peu de temps avant la fin de la séance d'aujourd'hui.

Nous allons maintenant donner la parole à M. Battiste pour cinq minutes ou moins. Monsieur Battiste, vous avez la parole.

M. Jaime Battiste (Sydney—Victoria, Lib.): Je vous remercie.

Mes questions s'adressent au témoin représentant les Nuu-chah-nulth. Je viens du territoire micmac, où nous avons constaté que c'est mieux lorsque les plans sont fondés sur la collaboration. Il y a plusieurs nations le long de la côte de la Colombie-Britannique, ainsi que plusieurs intervenants.

Grâce à l'argent que notre gouvernement investit à l'avenir, je me demande quelle est, selon vous, la meilleure façon pour les collectivités autochtones de la côte de la Colombie-Britannique de participer au processus d'élaboration d'un plan pour l'avenir.

M. Eric Angel: Monsieur Johnson, voulez-vous commencer?

M. Larry Johnson: Bien sûr. La meilleure façon de participer est...

Pour ce qui est de mon groupe à tout le moins, qui est visé par un traité, nous collaborons déjà. Je pense que si vous pouviez vous concentrer sur certaines des zones marines variées, vous pourriez trouver du financement pour le développement commercial de l'aquaculture et l'établissement de partenariats avec l'industrie.

Je vais me limiter à cela pour l'instant.

M. Eric Angel: Les Premières Nations doivent être présentes à la table des décideurs avec le ministère des Pêches et Océans, le MPO. C'est aussi simple que cela. Nous n'avons pas besoin d'être consultés et nous n'avons pas besoin d'être mobilisés; nous devons être du nombre des décideurs à titre d'ordre de gouvernement, de détenteurs de droits, pour décider de la meilleure façon de dépenser l'argent.

M. Jaime Battiste: Monsieur Johnson, vous avez dit qu'il ne fallait pas parler des piscicultures, et nous avons aussi entendu certaines réticences au sujet des écloséries.

Pouvez-vous me parler un peu de l'évolution des pêches en Colombie-Britannique et du point de vue des Autochtones sur la meilleure façon de rétablir les stocks de saumon?

M. Larry Johnson: Je peux vous donner mon point de vue personnel à ce sujet, mais il m'est difficile de parler au nom de tous les autres.

Selon moi, pour rétablir le saumon, il faudra examiner la production, l'augmenter, examiner les taux de survie, se pencher sur la gestion des pinnipèdes et la lutte contre les prédateurs, et envisager la collaboration entre les gouvernements et les groupes des Premières Nations.

M. Jaime Battiste: D'accord.

Monsieur Johnson, pouvez-vous me dire — je sais qu'il est impossible de parler au nom de tous les Autochtones de la Colombie-Britannique — s'il y a des discussions en cours au niveau de l'Assemblée des Premières Nations, l'APN, de la Colombie-Britannique au sujet de certaines pistes de solution pour l'avenir? Pensez-vous que c'est une bonne tribune pour cette discussion, ou y a-t-il une meilleure tribune qui se penche précisément sur les communautés autochtones qui vivent le long de la côte?

M. Larry Johnson: Je pense que l'APN pourrait se pencher sur les questions autochtones le long de la côte, mais je pense qu'il est probablement préférable de parler directement avec les nations, avec les groupements tribaux, et même jusqu'au niveau de chaque nation. Je pense que nous sommes souvent pris dans cette approche à l'emporte-pièce. Chaque nation a sa propre histoire.

M. Jaime Battiste: À votre avis, combien de nations de la côte de la Colombie-Britannique participeraient à cette discussion? Dans l'Atlantique, nous avons trois nations. Combien y en a-t-il en Colombie-Britannique?

• (1655)

M. Larry Johnson: Je crois qu'il y a plus de 208 ou 209 nations en Colombie-Britannique. Je crois que le quart d'entre elles, donc de 45 à 50, pourraient y participer.

M. Jaime Battiste: S'agit-il de nations, de bandes ou de réserves?

M. Larry Johnson: Je dirais que c'est un mélange de tout cela. Tout dépend du nom que vous adoptez, je suppose. Je sais qu'avec notre traité moderne, nous aimons être désignés comme des nations.

M. Jaime Battiste: Quand je parle de nations, je veux dire la langue qu'elles parlent. Dites-vous qu'il y a encore plus de 200 nations en Colombie-Britannique?

M. Larry Johnson: Ce sont des nations individuelles. Les groupes linguistiques sont très différents. Je fais partie de la nation nuu-chah-nulth, qui compte 14 groupes et parle une seule langue.

M. Jaime Battiste: D'accord. Merci beaucoup.

Monsieur le président, c'est tout pour moi.

Le président: Merci, monsieur Battiste.

Nous allons maintenant passer à M. Mazier, pour cinq minutes ou moins, s'il vous plaît.

M. Dan Mazier (Dauphin—Swan River—Neepawa, PCC): Merci, monsieur le président.

Je remercie les témoins d'être venus cet après-midi.

Monsieur Johnson, vous avez parlé des possibilités économiques associées à l'aquaculture et de son impact positif sur les économies locales. Pouvez-vous nous en dire davantage sur la façon dont l'aquaculture crée des possibilités pour les Premières Nations et les collectivités rurales?

M. Larry Johnson: Les Premières Nations, en particulier les Nuuchah-nulth, sont des peuples océaniques. Nuuchah-nulth si-

gnifie littéralement « peuple des montagnes face à la mer ». Nous faisons certainement partie de tout ce qui concerne l'océan. Cela nous ramène à nos principes *hishuk'ish tsawalk*, l'interconnexion. Nous sommes en connexion avec notre environnement, nos terres, nos ressources.

M. Dan Mazier: Comment le gouvernement fédéral devrait-il soutenir les communautés qui dépendent de l'aquaculture?

M. Larry Johnson: Je pense qu'il nous faut des capitaux pour le développement des entreprises. Nous avons besoin du développement des entreprises pour établir des partenariats avec l'industrie. Nous avons besoin de fonds pour cela. Nous avons besoin de l'appui de la province pour pouvoir traiter les demandes. Les gouvernements doivent respecter la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones et donner aux Premières Nations la capacité de prendre des décisions sur les types d'activités d'aquaculture qu'elles veulent développer dans leurs territoires, et octroyer le financement nécessaire pour que les Premières Nations puissent aller de l'avant.

Les Premières Nations peuvent fournir des conseils sur des exemples de façons de mettre en œuvre la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. Si vous laissez les Premières Nations aider le gouvernement à définir la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones au moyen du développement économique, je pense qu'il y a là de très bonnes possibilités. Il existe de bons partenariats. En fait, je pense qu'il serait avantageux pour certaines Premières Nations de la Colombie-Britannique de faire du réseautage sur certains aspects positifs.

M. Dan Mazier: Monsieur Johnson, vous avez également soulevé des préoccupations dans votre déclaration préliminaire au sujet de l'absence de gestion des prédateurs et des discussions à ce sujet. Pouvez-vous expliquer l'impact de l'absence de discussions sur la gestion des prédateurs sur les stocks de saumon du Pacifique? Selon vous, pourquoi ces discussions n'ont-elles pas lieu?

M. Larry Johnson: Eh bien, les groupes environnementaux... Je les appelle pour ma part des « activistes environnementaux », parce qu'il faut bien dire les choses comme elles sont.

Le rôle des Premières Nations dans notre environnement avant les contacts avec les nouveaux arrivants consistait à maintenir l'équilibre de la nature. À l'heure actuelle, il y a un déséquilibre. Les phoques et les otaries remontent les rivières et mangent du saumon. Cela ne se serait jamais produit autrefois. Je pense qu'il faut rétablir l'équilibre et mettre les choses en perspective.

M. Dan Mazier: D'accord. C'est une bonne réponse.

Monsieur Beamish, vous avez parlé de l'importance de travailler ensemble comme une équipe internationale. Quels sont les facteurs les plus importants pour créer une équipe internationale crédible et efficace?

M. Richard Beamish: C'est une bonne question. Je ne suis pas certain de pouvoir y répondre, mais si je devais le faire, je dirais que nous avons une assez bonne idée des scientifiques qui pourraient contribuer. Lors de notre expédition en 2019, j'ai affrété, avec un collègue, le *Professor Kaganovskiy*, un navire de recherche russe. Nous avons fait monter à bord de ce navire 21 scientifiques des pays producteurs de saumon, et ces personnes ont travaillé efficacement ensemble même si la langue de travail était le russe sur le navire.

Nous avons des gens qui ont l'habitude de travailler ensemble. De toute évidence, il faut travailler en comité plus restreint, mais nous savons essentiellement comment le faire, et si nous avions l'appui de tous les pays, je suis convaincu que nous pourrions mettre sur pied un comité efficace. Il suffit que quatre ou cinq gouvernements donnent leur accord.

• (1700)

M. Dan Mazier: Où en suis-je, monsieur le président?

Le président: Votre temps est presque écoulé. Il ne vous reste que 20 secondes.

M. Dan Mazier: C'est bien. Passez au suivant.

Le président: Très bien, nous allons passer à M. Hardie pour cinq minutes ou moins, s'il vous plaît.

M. Ken Hardie: Merci beaucoup, monsieur le président.

La discussion d'aujourd'hui est intéressante.

Monsieur Johnson, le système de gestion des prédateurs ou l'approche utilisée dans l'État de Washington met l'accent sur ce qu'on appelle le problème des otaries et des phoques. Est-ce également ce dont vous avez parlé?

M. Larry Johnson: Oui, nous parlons du problème des phoques. Je les appelle des animaux d'« accoutumance », mais ce sont eux qui remontent le cours des rivières lorsque nous y relâchons des alevins.

Il existe une solution très simple. La province permet aux bûcherons ou aux forestiers d'installer leurs estacades flottantes à l'embouchure d'une rivière. Sans cela, les lions de mer n'auraient probablement pas d'endroit où s'installer pour déguster tous les alevins que nous relâchons. Ce sont des choses simples en fin de compte.

Nous pouvons mettre les choses en perspective. Nous ne parlons pas d'un abattage massif; il s'agit d'être précis et de s'occuper de ceux qui vous empêchent de faire croître vos stocks de géniteurs et de relâcher vos alevins.

M. Ken Hardie: Puisque vous êtes la deuxième personne à nous en parler, nous allons nous assurer de l'indiquer quelque part dans l'étude. Je vous en suis très reconnaissant.

M. Richard Beamish: Merci.

M. Ken Hardie: Monsieur Beamish, notre groupe de témoins nous a parlé l'autre jour beaucoup de mesures qu'adopte l'État de Washington et que nous devrions examiner. Qu'en pensez-vous?

Je pense que nous avons perdu M. Beamish. Plus je regarde, plus je constate qu'il est absent.

Très bien, j'allais également poser une question à ce sujet — le revoici. Il est de retour. Monsieur Beamish, excusez-moi, j'avais une question.

M. Richard Beamish: J'avais un chien qui aboyait et j'ai dû m'en occuper.

M. Ken Hardie: Je déteste cela aussi. Des matchs de lutte se déroulent parfois devant mon bureau.

M. Richard Beamish: Je suis désolé. Je devais intervenir.

M. Ken Hardie: Nous comprenons.

La question était la suivante. Un groupe de témoins précédent nous a beaucoup parlé des mesures prises par l'État de Washington, dont certaines qui plaisaient au groupe et d'autres pas. Avez-vous

des réflexions sur l'État de Washington en particulier et sur certaines des mesures qui y ont été prises?

M. Richard Beamish: Washington met l'accent sur le saumon quinnat, le coho et la truite arc-en-ciel. Ces poissons représentent un pourcentage relativement faible des prises totales de tous les pays, mais cela dit, ils ont d'excellents scientifiques qui ont produit de très bons documents, toujours au sujet des mécanismes qui président aux déplacements du saumon lorsqu'il entre dans l'océan. Ces mécanismes font ressortir que le poisson croît de plus en plus rapidement au cours des premières semaines, voire des premiers mois, et qu'il dépasse un seuil, puis stocke suffisamment de graisse pour survivre au premier hiver océanique, et cela ne représente que 3 ou 4 % de la population.

Les scientifiques de l'État de Washington ont fait de l'excellent travail, mais ceux de l'Alaska aussi.

M. Ken Hardie: Cela m'amène à ma prochaine question. Bien sûr, je veux parler du travail que vous avez fait avec ce groupe international de scientifiques. De toute évidence, il y a un intérêt commun ici, et c'est la disponibilité ou l'abondance du poisson à pêcher.

Y a-t-il des intérêts qui entrent en conflit entre les pays, ou même entre les scientifiques de ces pays?

M. Richard Beamish: Eh bien, comme je vous ai déjà dit que je suis vieux, je ne sais pas si je peux répondre à cela. Tout le monde sait que la science progresse parce que nous sommes en désaccord les uns avec les autres de façon professionnelle, et c'est important.

D'après mon expérience, nous nous entendons assez bien, et depuis des années, si j'ai besoin d'un peu d'information de la part d'un scientifique du saumon quelque part dans le Pacifique, je lui envoie un courriel, et habituellement, le lendemain, j'ai cette information. La collaboration est merveilleuse.

• (1705)

M. Ken Hardie: Avez-vous l'impression que le MPO collabore avec certains de nos partenaires internationaux potentiels?

M. Richard Beamish: Je pense que oui. Ils se réunissent probablement aujourd'hui au sujet de la Commission des poissons anadromes du Pacifique Nord.

Mon expérience a commencé dans les années 1970, lorsque nous pouvions compter sur une collaboration très étroite à l'échelle internationale, et je pense que cette collaboration existe toujours.

M. Ken Hardie: Nous avons aussi entendu dire que...

Le président: Je suis désolé, monsieur Hardie. Votre temps est écoulé.

Nous allons maintenant passer à M. Trudel pour deux minutes et demie ou moins.

Monsieur Beamish, je ne m'inquiéterais pas du fait que M. Hardie ait été interrompu un peu. Il a souvent présenté ses excuses dernièrement.

[Français]

M. Denis Trudel: Je vous remercie, monsieur le président.

L'une des choses que je constate au Parlement, c'est que nous manquons toujours de temps pour parler des questions importantes. Nous essaierons d'en faire le plus possible dans les deux minutes qu'il nous reste.

Ma question s'adresse à M. Angel, qui a répondu de façon très détaillée à ma précédente question.

Monsieur Angel, sur le plan de la scientificité du processus — si je peux m'exprimer ainsi —, vous avez mentionné que les études des scientifiques étaient très importantes et qu'elles étaient nécessaires à la réhabilitation et à la conservation du saumon. Vous avez même parlé du fonctionnement des écloséries.

Pensez-vous que, à l'heure actuelle, les ressources et les données des scientifiques sont suffisamment utilisées?

Est-ce que tous les outils de recherche scientifique sont adéquatement mis en place pour protéger le saumon?

[Traduction]

M. Eric Angel: Non. Il est possible de mieux utiliser la science dans le processus de gestion, c'est indéniable.

Nous avons encore du mal à avoir accès à toute l'information dont nous avons besoin pour prendre de bonnes décisions. Les tribunes au sein desquelles nous collaborons avec le MPO et d'autres organismes manquent encore de données. La recherche scientifique pourrait être intégrée plus étroitement à la gestion, cela ne fait aucun doute.

[Français]

M. Denis Trudel: Monsieur Beamish, je vais vous poser la même question.

Pensez-vous que les données scientifiques sont suffisamment utilisées ou utilisées de façon adéquate pour relever les défis relatifs à la protection de l'habitat du saumon?

[Traduction]

M. Richard Beamish: Oui, je suis d'accord, mais je ne pense pas que nous ayons les données dont nous avons besoin. Nous devons avoir une vue d'ensemble et voir les choses différemment.

Nous utilisons les données dont nous disposons, mais nous n'avons pas l'information qui nous permet d'avoir une vue d'ensemble. Nous avons besoin des éléments manquants si nous voulons comprendre la régulation du saumon du Pacifique dans un avenir où les écosystèmes océaniques changeront.

[Français]

M. Denis Trudel: Comment pourrions-nous obtenir ces informations?

Je m'adresse à M. Beamish ou à M. Angel.

[Traduction]

M. Richard Beamish: Nous pouvons obtenir ces données, tout d'abord, en reconnaissant que nous n'avons pas l'information dont nous avons besoin. Ce que nous ne comprenons pas, c'est comment le climat modifie la capacité de charge des océans côtiers, qui a une incidence sur la survie globale, la capacité des poissons de survivre au premier hiver océanique. C'est l'information dont nous avons besoin.

Je ne me souviens plus qui faisait partie de ce groupe, mais quelqu'un a proposé cela plus tôt. C'était peut-être M. Arnold.

C'est ce dont nous avons besoin. C'est ce que je pense. N'oubliez pas que je ne cesse de vous dire que je suis vieux, et que c'est essentiellement une hypothèse, mais je suis prêt à parier une bouteille de vin.

Le président: Merci, monsieur Trudel.

Nous allons maintenant passer à M. Johns pour deux minutes et demie.

La parole est à vous.

M. Gord Johns: Merci, monsieur le président.

Monsieur Hurwitz, vous avez parlé du ministère et de l'impact de ces compressions. Peut-être pourriez-vous nous en dire plus à ce sujet, au sujet de l'attrition et de son incidence sur vos importants travaux.

• (1710)

M. Dave Hurwitz: Nous collaborons avec le MPO dans tous les domaines. Nous recueillons des données. Nous élevons et étudions le poisson. Nous étudions le marquage et nous faisons des recherches sur les goulots d'étranglement dont a parlé M. Beamish, du moins dans notre région. Les compressions imposées à la recherche ont une incidence considérable sur ce secteur. Nous n'avons pas parlé de braconnage, qui entre en ligne de compte, tout comme les captures accessoires.

Nous parlons de la façon dont les pays peuvent collaborer. Après toutes les améliorations que nous faisons dans la baie Clayoquot, nous savons, grâce au marquage, que plus de 50 % des saumons sont pris par les Alaskiens, et personne n'a encore parlé des répercussions de l'élevage du saumon en Alaska. Un ornithologue de l'Alaska a remarqué des cas de mortalité en raison du manque de nourriture provenant de la concurrence de tous ces poissons d'élevage.

Pour revenir à nous, oui, c'est difficile. La région souffre. Nous ne sommes pas en mesure de produire autant de poissons. L'attention ne se porte pas sur nous.

Nous n'opérons pas de grandes écloséries. Nos écloséries sont petites, et c'est en fait la façon dont nous devrions mettre le poisson en valeur, et non pas avec ces énormes relâchements artificiels dans la nature. La démarche doit se faire un écosystème à la fois. C'est ainsi que nous abordons la question, sous l'angle de la reconstitution des stocks. C'est une façon beaucoup plus coûteuse de procéder que de construire une grande usine sur une seule rivière.

M. Gord Johns: Merci de la réponse. Merci de l'important travail que vous faites.

Monsieur Angel, vous avez parlé d'une économie de rétablissement. Pouvez-vous nous dire si le fonds de rétablissement de la Colombie-Britannique donne de bons résultats ou non? Comment cela se passe-t-il pour les Nu-chah-nulth sur l'eau et sur le terrain?

M. Eric Angel: Merci. Je sais qu'il nous reste peu de temps.

En ce qui concerne les Nu-chah-nulth, je peux dire qu'une part limitée de ce fonds de restauration a été affectée à nos projets.

Nous avons présenté beaucoup de propositions. Nous avons obtenu du financement pour un projet très important. Nous nous intéressons au hareng parce que celui-ci est un poisson fourrage important pour le saumon, donc c'est un excellent candidat, et on l'a reconnu.

En fait, le problème fondamental du Fonds de restauration et d'innovation pour le saumon de la Colombie-Britannique, c'est que les décisions ont été prises par le MPO et la province sans la participation directe des Premières Nations. Nous sommes des ayants droit; nous devrions être des décideurs. Nous devrions participer au processus décisionnel.

M. Gord Johns: C'est excellent. Merci.

Le président: Merci, monsieur Johns. Vos deux minutes et demie sont écoulées.

Nous allons maintenant passer à M. Arnold, pour cinq minutes ou moins.

La parole est à vous.

M. Mel Arnold: Merci, monsieur le président. Je reviens à M. Beamish.

Monsieur Beamish, je crois que nous devons comprendre tous les facteurs qui ont une incidence sur notre saumon du Pacifique et prendre les mesures qui s'imposent dans la mesure du possible. Je crois que nous pouvons mieux comprendre la productivité de l'océan si nous améliorons nos activités d'évaluation. Nous devons mieux connaître les remontes de saumon sauvage et être mieux informés pour améliorer la gestion des écloséries, des prises et de l'habitat. Où une meilleure évaluation des remontes de saumon est-elle le plus nécessaire, et comment pouvons-nous améliorer ce processus d'évaluation?

M. Richard Beamish: Je ne peux pas répondre à cette question. Je ne peux que répéter que dans le cadre de l'évaluation dont vous parlez, qui est essentielle, il faut recueillir plus d'information. Il y a trop d'éléments manquants pour vraiment comprendre en quoi consistent les mécanismes.

Je ne cesse de vous dire que j'ai pris ma retraite il y a 10 ans. Je ne connais pas suffisamment le fonctionnement du MPO pour répondre à votre question.

M. Mel Arnold: Pouvez-vous identifier ces éléments clés assez rapidement?

M. Richard Beamish: Assez rapidement, je ne pourrais que vous répéter que le mécanisme fondamental de régulation de tous les saumons, toutes les espèces le long de leur échelle de distribution, c'est que lorsqu'ils entrent dans l'océan, leur taux de survie augmente s'ils grandissent plus rapidement.

Rappelez-vous que même dans les meilleures années, il suffisait de 5 % du saumon quinnat dans le détroit de Georgie dans les années 1970 pour assurer tout l'approvisionnement nécessaire. Les poissons mouraient dans une proportion de 95 %, mais personne ne s'en souciait vraiment. Aujourd'hui, 99 %, ou 99,9 % des poissons meurent. Il faut absolument réussir à comprendre les mécanismes naturels qui ont fait augmenter cette mortalité.

Encore une fois, l'effondrement de la pêche commerciale dans l'ensemble du Pacifique l'année dernière doit être attribuable à un mécanisme en commun. Pour tous les scientifiques, il est essentiel que nous comprenions ce mécanisme si nous voulons comprendre l'avenir du saumon du Pacifique.

M. Mel Arnold: Merci.

J'espère que vous pourrez jeter un peu de lumière sur ce prochain point. Vous avez parlé de la collaboration internationale qui est nécessaire, et ainsi de suite. On dirait que les données scientifiques sont échangées. En notre qualité de législateurs, nous devons nous

demander comment favoriser cette collaboration. Nous devons comprendre qui pourraient être les gagnants et les perdants de cette collaboration internationale. Nous n'avons pas été en mesure d'examiner les pêches illégales, non déclarées et non réglementées. Avez-vous de l'expérience dans ce domaine?

• (1715)

M. Richard Beamish: Je ne m'y connais pas beaucoup, mais c'est effectivement important.

La Commission des poissons anadromes du Pacifique Nord collabore avec la Commission des pêches du Pacifique Nord. Il n'y a toutefois pas de gagnants et de perdants. Si je fournis essentiellement de l'information dont tous les pays ont besoin, c'est pour leurs programmes d'écloséries. Ils doivent avoir cette information pour comprendre l'avenir de la ressource halieutique. En fin de compte, tout le monde en profitera.

M. Mel Arnold: Merci.

Monsieur Hurwitz, pourriez-vous nous en dire un peu plus sur ce que votre éclosérie pourrait tirer de l'amélioration des processus d'évaluation dont j'ai parlé avec M. Beamish?

M. Dave Hurwitz: Nous effectuons une évaluation et des relevés de saumoneaux. Nous étudions les goulots d'étranglement dans l'estuaire au moyen du marquage. Nous effectuons des relevés au tuba et nous marchons dans les ruisseaux pour dénombrer les poissons.

Tout ce que je dis, c'est que nous en faisons beaucoup plus il y a 20 ans. Les lacunes dans les données dont parlait M. Beamish sont attribuables aux compressions budgétaires au MPO, en vertu desquelles les évaluations des stocks ont été réduites, si bien que nous ne recueillons plus autant d'information qu'auparavant.

De plus, nous avons cartographié un génome humain, et devinez quoi? Nous avons aussi cartographié le génome du saumon. Nous analysons l'ADN de tous les saumons quinnat morts que nous trouvons dans une rivière. Nous avons créé une base de données d'ADN que des scientifiques comme M. Beamish peuvent utiliser dans le Pacifique Nord lorsqu'ils recueillent et cartographient l'ADN des saumons pour voir où ils vont.

Les écloséries ne se contentent pas de produire du poisson. Nous sommes une éclosérie différente. Nous produisons le poisson le plus sauvage, de la plus haute qualité et le plus sain sur le plan génétique. Nous fournissons des tonnes de renseignements qui sont utilisés par d'autres scientifiques.

M. Mel Arnold: Merci.

Dans les quelques secondes qu'il me reste, l'une des questions qui nous brûle tous ici est de savoir à quoi devrait ressembler, à votre avis, une stratégie à long terme pour le saumon du Pacifique ou ce qu'elle devrait inclure. Si vous pouviez nous envoyer un mémoire écrit, ce serait excellent pour notre étude.

M. Dave Hurwitz: Merci.

Le président: Merci, monsieur Arnold.

Nous allons maintenant passer à M. Morrissey, pour cinq minutes ou moins, s'il vous plaît.

M. Robert Morrissey: Merci, monsieur le président.

J'ai trois questions.

Monsieur Johnson, dans vos remarques liminaires, que vous n'avez pas eu le temps de terminer, vous avez commencé à dire que vous aviez une demande pour le Comité, je crois.

Pourriez-vous nous la présenter maintenant?

M. Larry Johnson: Oui. La demande portait sur le financement.

Le gouvernement fédéral doit fournir un financement adéquat. Nous avons besoin de fonds d'immobilisations pour le développement des entreprises en aquaculture et pour aider à établir des partenariats avec l'industrie.

Les Premières Nations ont besoin que la province traite les demandes plus rapidement. Le processus actuel prend beaucoup trop de temps.

Si le gouvernement veut respecter la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, il lui suffit de donner aux Premières Nations la capacité de prendre leurs propres décisions sur le type d'aquaculture qu'elles veulent développer sur leurs territoires et de leur fournir le financement nécessaire à cette fin.

Les Premières Nations peuvent également fournir des conseils et des exemples sur la façon de mettre en œuvre la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones d'une manière significative pour elles. Laissons les Premières Nations aider les gouvernements à définir la Déclaration au moyen du développement économique.

Merci.

M. Robert Morrissey: Merci, monsieur Johnson.

J'ai une question pour Mme Schmitt. Vous avez été assez catégorique. Êtes-vous en train de dire au Comité que, dans le contexte actuel, les stocks de saumon sur la côte Ouest ne peuvent pas se reconstituer naturellement? Je crois que c'est bien ce que vous avez dit. Est-ce bien exact?

Mme Carol Schmitt: C'est exact.

Le ministère effectue une fois l'an des relevés dans de nombreux cours d'eau et compte les espèces qui reviennent frayer chaque année. La plupart des populations de saumon quinnat ne comptent que 25 ou 30 poissons. Même bon nombre des systèmes mis en valeur qui ont été...

J'ai décrit la rivière Nahmint. Je faisais simplement un résumé des 40 années de mise en valeur dans la rivière Nahmint, et nous en sommes actuellement à une moyenne de 260 poissons. Au cours des 10 premières années de la période de mise en valeur sur 40 ans, 160 000 saumoneaux étaient relâchés chaque année. Au cours des 10 années suivantes, on était rendu à 120 000 saumoneaux relâchés chaque année. Au cours des 10 années suivantes — jusqu'à la trentième année —, 100 000 poissons étaient relâchés. On n'en relâche plus maintenant qu'environ 50 000, mais les chiffres sont demeurés les mêmes. Si vous regardez le nombre de saumons quinnat sur toute la côte, vous verrez que tous les chiffres sont extrêmement bas. Dans les rivières Chemainus et Kennedy, je crois que l'an dernier, le système n'a permis de remettre à l'eau que 1 500 poissons cette année. Sur toute la côte est de l'île également, bon nombre de ces stocks de saumon quinnat ne donnent que très peu de remontes de saumons adultes. Lorsqu'il n'y a que quelques centaines de géniteurs naturels, ce nombre est insuffisant pour porter la population à plus de 1 000 à 1 500 pour commencer à reconstituer les stocks afin qu'ils deviennent autosuffisants.

C'est là que, dans le cadre de notre programme sur la rivière Phillips, parce que les S1 avaient des taux de survie plus élevés, il y avait plus de poissons qui revenaient frayer. Ceux-ci ont à leur tour frayé, et nous avons recensé des chiffres intéressants l'an dernier, soit 3 500 poissons. C'est remarquable. Nous pouvons répéter cette formule dans tous les systèmes.

J'aimerais revenir sur ce que Dave a dit au sujet de l'absence de S1 sur la côte Ouest. J'ai accumulé entre 20 et 30 ans de données de recherche. Tous ces systèmes seraient principalement constitués de S1. Un très bon relevé en eau douce de la rivière Bedwell a permis de constater qu'une très grande partie du saumon quinnat S1 a quitté le système au début d'avril. Ils migrent différemment. Ils sont partis, et leurs taux de survie sont extrêmement bons.

Je reviens au saumon quinnat. Si nous voulons repenser l'intervention des écloséries, c'est ce qui se fait. Cependant, lorsque vous prenez les derniers poissons qui restent, vous devez les inscrire dans un programme où le taux de survie est le plus élevé. Nous savons, d'après les données des microplaques magnétisées codées, qu'un grand nombre des S0 qui sont relâchés ont un taux de récupération de microplaques de 0,2 %. Lorsque nous avons publié les données concernant nos S1, nous en étions à 3,2 % de récupération de microplaques.

Chaque microplaque récupérée dans le cadre de la pêche maritime représente 20 % de la population, donc tout d'un coup vous avez 2 % de ces microplaques, près de 10 %. Nos poissons dans la rivière Phillips avaient un taux de survie de 8,2 %. Les S0 des rivières Sarita et Nahmint que nous avons relâchés affichaient un taux de survie de plus de 5 %, comparativement à 1 % ou 2 % pour les S0 relâchés. Vous pouvez simplement dire que de 1 à 3 % des géniteurs reviennent frayer, comparativement aux géniteurs des S0, qui affichent un taux de 0,1 à 0,3 %. C'est une énorme différence.

À mesure que vous continuez à prendre ces derniers œufs et que vous n'obtenez presque pas de poissons qui survivent et qui reviennent, vous devez changer la stratégie. Nous en avons fait la démonstration avec 13 relâchements. Nous disposons de sept ensembles de données complets.

M. Robert Morrissey: Donc...

• (1720)

Le président: Merci, monsieur Morrissey. Vous avez dépassé le temps qui vous était alloué.

Je sais que nous avons eu trois tours de questions. Comme il nous reste quelques minutes, je vais profiter de mon pouvoir décisionnel pour accorder environ deux minutes, ou un peu plus, à chaque parti.

Je vais d'abord donner la parole à M. Calkins pour deux minutes, parce qu'il cherche probablement à obtenir quelques réponses qu'il n'a pu avoir plus tôt.

M. Blaine Calkins: Merci.

J'ai une question très simple. Étant donné qu'il existe au Canada une politique concernant le saumon sauvage qui diffère des politiques de l'Alaska et de certaines autres politiques internationales, qui semblent viser l'élevage en mer, je me demande si M. Beamish ou quelqu'un d'autre veut nous dire si notre politique concernant le saumon sauvage s'intègre d'une certaine façon aux politiques en place sur la scène internationale, et si nous pouvons nous attendre à ce que notre politique soit fructueuse si nous y apportons des changements judicieux.

J'aimerais aussi demander quelles sont les trois mesures que le ministère pourrait adopter en priorité pour sauver le saumon... Il n'est pas nécessaire qu'il y en ait trois — il pourrait y en avoir deux ou cinq —, mais je veux savoir quelles sont vos principales priorités. Est-ce qu'il faut supprimer les piscicultures? Est-ce qu'il faut mettre en valeur les écloseries? Est-ce qu'on doit retirer les filets des rivières? S'il y avait une liste de vos priorités qui, selon vous, feraient le plus pour assurer le rétablissement des populations de saumon sauvage du Pacifique, je serais curieux de la connaître.

Ce serait ma première question.

Monsieur Beamish, je vais vous demander d'y répondre, et nous passerons ensuite aux autres témoins.

● (1725)

M. Richard Beamish: Je ne peux pas répondre à votre question au sujet de la Politique concernant le saumon sauvage. Je ne m'en souviens tout simplement pas assez pour faire la comparaison avec les États-Unis.

La seule chose que le MPO et tous les pays doivent faire, et je l'ai dit une dizaine de fois, c'est reconnaître que nous n'avons pas l'information dont nous avons besoin essentiellement pour être des intendants professionnels. Nous ne faisons que réagir. Nous sommes des intervenants professionnels, mais nous ne sommes pas encore des intendants, parce que nous ne comprenons pas les mécanismes fondamentaux. La preuve en est que le total des prises de tous les pays en 2020 a diminué de 35 % — et, soit dit en passant, environ la moitié de cette diminution provenait de deux secteurs seulement.

Nous n'avons pas d'explication scientifique à cette diminution, et c'est ce que nous devons obtenir. C'est la priorité du MPO et d'autres pays.

Le président: Merci, monsieur Calkins.

Nous allons maintenant passer à M. Hardie pour deux minutes et 20 secondes.

M. Ken Hardie: Quel grand cœur vous avez.

Je demande à tous ceux qui veulent répondre à la question suivante de lever la main:

Depuis longtemps, on accuse le MPO de consacrer la majeure partie de son temps à la gestion de l'effort de pêche et pas assez de temps à la reconstitution des stocks, mais étant donné la situation actuelle, pensez-vous que le MPO devra continuer à se concentrer sur la gestion de l'effort de pêche et qu'il devrait essayer de réduire le nombre de permis disponibles sur la côte Ouest?

Qui veut répondre à cette question? Allez, ne faites pas vos poules mouillées.

D'accord, puisque vous avez ri monsieur Beamish, je vais vous demander d'y répondre.

M. Richard Beamish: Non, la pêche ne constitue pas le principal problème. Je trouve que le MPO gère bien la pêche. Là où je ne suis pas d'accord avec le MPO, c'est qu'il pourrait y avoir plus de possibilités de pêche, particulièrement dans le secteur récréatif. Ce n'est pas un problème de surpêche, mais bien un problème de survie en mer.

Nous pouvons optimiser la capacité de charge de l'océan. Nous avons besoin d'un peu plus, voire de beaucoup plus, de données scientifiques.

Pour moi, c'est par là que passe la reconstitution des stocks. La reconstitution ne doit pas viser une abondance historique. Je ne pense même pas que ces chiffres soient possibles. La capacité de charge de l'océan a changé, mais avec une bonne compréhension de la situation, nous pouvons rétablir la capacité de l'océan côtier. Je pense qu'il est possible d'y arriver, en particulier pour le saumon quinnat.

M. Ken Hardie: D'accord.

Monsieur le président, mon temps est-il écoulé? Non? D'accord, je poursuis.

Monsieur Johnson, vous nous avez beaucoup éclairés sur la nature de l'aquaculture. Nous ne parlons pas seulement des piscicultures à enclos ouverts. Il y a aussi l'élevage de la morue charbonnière et des mollusques et crustacés.

Dans votre communauté, si vous vouliez vous concentrer davantage sur l'aquaculture, quel genre d'activité auriez-vous tendance à pratiquer?

M. Larry Johnson: Personnellement, je me concentrerais sur la pisciculture, parce qu'il n'y a rien de mal à cela. Je pense qu'il y a suffisamment de données scientifiques à l'heure actuelle pour répondre à bon nombre de préoccupations. J'y ajouterais la culture du varech, de mollusques et de crustacés, et je ferais aussi de l'aquaculture multitrophique.

M. Ken Hardie: D'accord. C'est bien. Merci.

Le président: Merci, monsieur Hardie.

J'allais intervenir tout à l'heure, lorsque vous avez parlé de poules, afin de vous rappeler que vous faites partie du Comité des pêches et des océans et non de celui de l'agriculture.

Nous allons maintenant passer à M. Trudel pour deux minutes et quart. C'est à vous.

[Français]

M. Denis Trudel: Je vous remercie, monsieur le président.

Je ne sais pas s'il me reste assez de temps, mais j'aimerais poser une brève question pour boucler la boucle concernant tout ce dont nous avons discuté aujourd'hui.

Monsieur Hurwitz, qu'est-ce que vous auriez aimé voir dans le budget que vous n'y avez pas trouvé et qui pourrait nous aider dans le contexte actuel?

[Traduction]

M. Dave Hurwitz: Malheureusement, comme je n'ai pas vu le budget, je ne suis pas vraiment en mesure de répondre à cette question. Je sais que tout ce qui a fait l'objet d'un gel du financement et qui a donné de bons résultats pourrait probablement bénéficier d'un soutien accru.

Pour ce qui est de remédier aux lacunes en matière de données, encore une fois, M. Beamish en parle. Nous avons fait une évaluation des risques dans nos tables rondes avec Mme Isobel Pearsall et nous avons cerné nos lacunes. Je pense qu'il est très important de commencer à remédier à ces lacunes dans les données afin de savoir où se trouvent les goulots d'étranglement qui menacent la survie du saumon.

Quand on dit qu'il n'y a pas de problème de surpêche, cependant, avec tout le respect que je vous dois, puis-je soulever un point?

En 1996-1997, je déteste le dire, mais le ministre Anderson a mis fin à la pêche au saumon, de sorte que les remontes ont pu reprendre. Lorsque nous examinons les quantités de poissons pêchés en Alaska seulement, qui représentent plus de 50 % des stocks, sous l'angle des possibilités de reconstitution, si nous pouvions faire en sorte que ces poissons atteignent les bancs, nous devrions l'envisager. Je ne propose pas que nous mettions fin à la pêche, mais je dis qu'il est un peu naïf de soutenir qu'il n'y a pas de problème de surpêche.

Merci.

• (1730)

[Français]

M. Denis Trudel: M. Beamish a mentionné que l'on n'avait pas toutes les données scientifiques nécessaires pour résoudre les problèmes que l'on connaît.

Monsieur Angel, comment pouvons-nous obtenir ces données afin que nous puissions progresser?

[Traduction]

M. Eric Angel: La solution réside dans les données scientifiques et la recherche. Les membres des Premières Nations sont constamment sur l'eau. Ils se trouvent dans les forêts et ils examinent les arbres et les écosystèmes du saumon.

Nous voulons faire partie de la solution. Les Premières Nations ont une excellente occasion de collaborer avec le MPO, ainsi qu'avec les pêcheurs commerciaux et récréatifs et les ONG pour recueillir ces données et les rendre disponibles. Il est absolument essentiel d'appuyer cette collecte de données.

Le président: Merci, monsieur Trudel.

Nous allons maintenant conclure avec notre ami M. Johns.

M. Gord Johns: Tout d'abord, je pense pouvoir dire au nom de tous les membres du Comité à quel point nous apprécions le leadership dont vous avez fait preuve dans la lutte pour le saumon sauvage. En tant que seul habitant de l'île de Vancouver, je ne saurais trop vous remercier du travail que vous faites tous. Cela me rend fier.

La mise sur pied un secrétariat pour le saumon du Pacifique et d'un centre d'expertise en matière de rétablissement a été annoncée dans le plus récent budget. Aucun d'entre nous ne sait à quoi cela ressemble et ce que cela signifie, mais je pense, monsieur Angel, que vous avez parlé de l'importance de ne pas oublier les Autochtones. Il faut que la structure soit de gouvernement à gouvernement.

Nous entendons Wickaninnish. Il dit qu'il ne veut pas de gestion conjointe parce que cela ne se traduit que par une simple consultation. Il veut gérer conjointement pour aller de l'avant.

Pouvez-vous nous dire à quel point la structure de ce modèle est essentielle?

M. Eric Angel: Nous progressons lentement et à contrecœur, mais nous en arrivons enfin au point où les Premières Nations sont à la table décisionnelle avec le MPO, où les décisions sont prises de nation à nation et de gouvernement à gouvernement.

Nous avons encore beaucoup de chemin à faire, et compte tenu de l'importance primordiale du saumon pour les Nuuchah-nulth et pour les Premières Nations en général, c'est l'une des meilleures occasions que nous ayons eues depuis longtemps.

Je ne voudrais pas trop insister sur ce point, mais ce n'est pas si difficile. Il suffit de prendre le téléphone et de faire en sorte que les choses bougent à un niveau supérieur. Le directeur général régional, les directeurs à ce niveau supérieur, n'ont qu'à parler à leurs homologues, aux dirigeants des nations, leur réitérer leur volonté de collaborer, et faire ensuite la même chose avec la province.

M. Gord Johns: Je suppose que c'est la même chose au conseil de gestion des ressources aquatiques de la côte ouest. Le MPO n'est même pas à la table. Tous les intervenants parlent de l'importance de ce conseil de gestion.

Pouvez-vous nous parler de l'absence du MPO et de son incidence sur tout le travail que vous faites?

M. Eric Angel: Cela ne fait que rendre les choses beaucoup plus difficiles, parce que nous savons que le ministère est l'intervenant le plus important en ce qui concerne le saumon sur la côte, mais il brille par son absence. Nous devons toujours prendre des décisions en tenant compte du fait que nous devons toujours les soumettre au ministère. Si le ministère était là, s'il participait à la prise de décisions...

C'est un modèle inefficace. Nous voulons une certaine efficacité. Nous voulons que l'argent soit dépensé judicieusement, trouver des processus qui permettent de prendre rapidement des décisions qui ne mèneront pas à toutes sortes de conflits. Il n'y aura pas toutes sortes de pressions, de campagnes pour et contre et ainsi de suite. Il faut amener les gens à prendre des décisions qui vont passer l'épreuve du temps, et l'argent sera ainsi dépensé beaucoup plus intelligemment.

Le président: Merci, monsieur Johns.

Cela met fin à nos questions.

À chacun des merveilleux témoins que nous avons accueillis aujourd'hui, je tiens à dire un grand merci d'avoir comparu devant nous et de nous avoir beaucoup renseignés sur les questions relatives au saumon sauvage du Pacifique.

Merci aux membres du Comité pour une autre excellente réunion. Je tiens à remercier les greffiers, les analystes et les interprètes. J'ai hâte de vous retrouver à la prochaine réunion, mercredi.

Sur ce, la séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>